



This PDF is provided by the International Telecommunication Union (ITU) Library & Archives Service from an officially produced electronic file.

Ce PDF a été élaboré par le Service de la bibliothèque et des archives de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à partir d'une publication officielle sous forme électronique.

Este documento PDF lo facilita el Servicio de Biblioteca y Archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (UIT) a partir de un archivo electrónico producido oficialmente.

یجر ی نور کتاب فملنم ننخوما ی هو تاظوفحموال، تمکتبال قسم ، (ITU) تصالاتلا لیلوالد ادحتالا نم تممقد PDF قسنبة تخسنال هذه
بامیرس دادة عا

本PDF版本由国际电信联盟（ITU）图书馆和档案服务室提供。来源为正式出版的电子文件。

Настоящий файл в формате PDF предоставлен библиотечно-архивной службой Международного союза электросвязи (МСЭ) на основе официально созданного электронного файла.

L'inclusion financière numérique



FIGI ► FINANCIAL INCLUSION
GLOBAL INITIATIVE



Restez au courant //

// Restez informés



Les Nouvelles de l'UIT sont désormais sur
une nouvelle plate-forme.

Découvrez MyITU

Votre passerelle d'accès aux **contenus de l'UIT** qui
correspondent à vos domaines d'intérêt.

Retrouvez toute l'actualité dans les derniers
articles des Nouvelles de l'UIT.



Pour recevoir le nouveau bulletin d'information hebdomadaire de l'UIT,



Articles réguliers des
Nouvelles de l'UIT



Abonnement



Magazine
ITU News



Rejoignez la communauté en ligne de l'UIT sur le support de votre choix

Finance numérique: Cibler les personnes sans compte bancaire

Par Houlin Zhao, Secrétaire général de l'UIT

L'inclusion financière est un thème récurrent des débats politiques depuis la fin des années 90 et le début des années 2000, avec la confirmation par les organismes de financement du développement de leur soutien au microcrédit, c'est-à-dire des prêts de faible montant au bénéfice des personnes sans revenu stable.

Dernièrement, le concept a évolué, incluant plus généralement la microfinance ainsi que l'accès aux services financiers de base tels que l'épargne.

Aujourd'hui, l'inclusion financière vise à offrir une gamme de services plus vaste – comptes épargnes, crédit, assurance, paiement, transfert de fonds, et autres produits financiers –, qui sont accessibles à tous. Les clients comprennent aussi bien les personnes ne disposant pas de comptes bancaires, que des petites et moyennes entreprises ainsi que des micro-entreprises. L'inclusion porte également sur l'aspect durable et le coût raisonnable des services.

Les innovations numériques s'avèrent être un élément central: les applications mobiles peuvent faciliter l'accès à une vaste gamme de services à des populations démunies vivant dans des zones reculées, qui étaient jusque-là largement exclues du système de financement bancaire traditionnel. Dans l'ensemble plus sûrs que le transport d'espèces, les services numériques favorisent en outre la transparence, en créant des pistes de vérification et en réduisant la fraude.

Les technologies financières (fintech) regroupent les plates-formes de banque en ligne, les applications de paiement mobile et autres logiciels spéciaux, incluant les cryptomonnaies.

La présente édition des Nouvelles de l'UIT met en avant les possibilités ainsi que les enjeux de ce nouveau secteur innovant et en pleine expansion de la transformation numérique. Au cours de la décennie, l'inclusion financière numérique jouera un rôle indispensable dans l'accès universel aux services financiers, l'élimination de la pauvreté, la réduction des inégalités et la garantie d'un avenir durable dans le monde.



“
Au cours de
la décennie,
l'inclusion
financière
numérique
jouera un rôle
indispensable
dans l'accès
universel
aux services
financiers.”

Houlin Zhao

Secrétaire général de l'UIT

L'inclusion financière numérique

Editorial

3 Finance numérique: Cibler les personnes sans compte bancaire

Par Houlin Zhao, Secrétaire général de l'UIT

Innovation, inclusion, impact

6 Une culture de la collaboration vouée à perdurer

Par Chaesub Lee, Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications de l'UIT

9 La finance numérique a-t-elle amorti les effets de la pandémie de COVID-19?

14 Accroître le leadership des femmes dans les technologies financières

18 Exploiter et équilibrer l'innovation: les paiements à l'ère des technologies financières

23 Rendre les technologies financières plus sûres pour les consommateurs

Instaurer la confiance

28 L'identité numérique: améliorer l'accès aux services financiers en Amérique latine

32 Connaître son client par voie électronique: orientations sur l'acceptation de l'identité numérique

36 Défis et approches politiques en matière de technologies financières innovantes



Photos de couverture: Shutterstock

ISSN 1020-4148
itunews.itu.int
6 numéros par an
Copyright: © ITU 2021

Rédacteur en chef: Neil MacDonald
Coordonnatrice de la rédaction et rédactrice:
Nicole Harper
Concepteur artistique: Christine Vanoli
Assistante d'édition: Angela Smith

Traduction et mise en page:
Département des conférences et
des publications

Rédaction/Publicité:
Tél.: +41 22 730 5723/5683
E-mail: itunews@itu.int

Adresse postale:
Union internationale des télécommunications
Place des Nations
CH-1211 Genève 20 (Suisse)

Déni de responsabilité: les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs des articles et n'engagent pas l'UIT. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données, cartes comprises, qui y figurent n'impliquent de la part de l'UIT aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les références faites à des sociétés ou à des produits spécifiques n'impliquent pas que l'UIT approuve ou recommande ces sociétés ou ces produits, de préférence à d'autres, de nature similaire, mais dont il n'est pas fait mention.

Sauf indication contraire, toutes les photos sont des photos UIT.

Des approches réglementaires collaboratives

41 Une réglementation efficace au service de la transformation numérique

Par Doreen Bogdan-Martin, Directrice du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT

44 GSR-21: relever les défis mondiaux à l'échelle régionale

47 Cartographie des infrastructures TIC et de l'inclusion financière au Mexique

Par Vladimir Daigle, Administrateur de programme, Infrastructure TIC, UIT

51 Améliorer l'inclusion financière grâce aux paiements électroniques

55 Les bases d'une finance numérique plus sûre

Par Bilel Jamoussi, Chef du Département des commissions d'études Bureau de la normalisation des télécommunications de l'UIT

59 L'UIT accueille le nouveau laboratoire de sécurité pour les services financiers numériques



La présente édition des Nouvelles de l'UIT retrace les débats qui se sont déroulés lors du dernier Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI):

- ▶ Avis éclairés de l'UIT et des principales institutions partenaires
- ▶ Réflexions sur les principaux enjeux et opportunités liés à l'élargissement de l'accès au réseau dans le monde entier



Les enregistrements de toutes les sessions sont disponibles [ici](#).

Une culture de la collaboration vouée à perdurer

Par **Chaesub Lee**, Directeur du [Bureau de la normalisation des télécommunications de l'UIT](#)

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière le rôle essentiel de l'infrastructure numérique et la nécessité de continuer à investir dans notre avenir technologique mondial. Chacun, où qu'il se trouve, doit pouvoir profiter des avantages offerts par la transformation numérique.

Les canaux numériques, désormais principal point d'accès au système financier formel, ont donné une véritable ligne de vie économique aux populations vulnérables durant la pandémie.

Mais en plus d'être disponibles et accessibles, les services financiers numériques doivent aussi répondre au mieux aux besoins de la population. La cybersécurité, la confiance et l'accès à une information fiable ne sont rien de moins qu'un enjeu de sécurité publique.

L'importance de l'Initiative FIGI

Cette expérience de la pandémie met également en exergue l'importance de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI) – un cadre ouvert destiné à la collaboration sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications (UIT), du [Groupe de la Banque mondiale](#) et du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI), avec le soutien de la [Fondation Bill & Melinda Gates](#).

Étendre l'inclusion financière

Bien que les services financiers aient toujours été un secteur connecté, nous sommes entrés dans une nouvelle ère ces dernières années, car les téléphones mobiles permettent à des millions de personnes à travers le monde d'accéder pour la première fois à des services financiers qui révolutionnent leur vie.

La capacité des canaux numériques à étendre l'inclusion financière fait naître à juste titre un immense optimisme. Quelque 1,7 milliard d'adultes dans le monde n'ont pas de compte bancaire et pourtant, plus des deux tiers d'entre eux possèdent un téléphone mobile.



Cette expérience de la pandémie met également en exergue l'importance de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière. ”

Chaesub Lee

Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications de l'UIT

L'initiative FIGI succède [au Groupe spécialisé de l'UIT sur les services financiers numériques](#), en activité entre 2014 et 2016. Il s'agissait de la première initiative visant à réunir toutes les volontés œuvrant pour l'expansion de l'inclusion financière. Une initiative arrivée à point nommé.

Nous disposons de très bonnes études de cas précieuses, étant donné que les pays en développement ont été les premiers à utiliser les canaux numériques pour élargir l'accès aux services bancaires en faveur des personnes ne disposant pas de comptes bancaires. Les innovateurs se sont adaptés en collectant les études de cas relatives à l'inclusion financière et en acquérant une compréhension de cette nouvelle dynamique de marché. Les secteurs des technologies numériques et des services financiers ont évolué vers un nouvel univers partagé, entraînant une convergence des responsabilités entre les différentes autorités de régulation.

Depuis, nous avons parcouru un long chemin ensemble. Nous avons acquis une solide compréhension des composantes formant l'écosystème des services financiers numériques. Nous avons clarifié comment chacun pouvait dans son rôle respectif contribuer à favoriser la croissance de cet écosystème. En outre, nous avons soutenu l'émergence d'une communauté mondiale où la complémentarité des forces de chacun nous permet d'avancer ensemble.

L'UIT se consacre à la poursuite des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, adoptés par les Nations Unies.

Les services financiers numériques peuvent jouer un rôle déterminant dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Améliorer la finance numérique grâce aux normes de l'UIT

La normalisation constitue un élément central du travail de l'UIT depuis la création de l'organisation en 1865.

Nous œuvrons à la pointe de l'innovation. La technologie est en perpétuelle évolution et le travail ainsi que la composition de l'UIT suit cette progression. Toutefois, notre proposition de valeur fondamentale reste la même: créer une communauté mondiale, instaurer la confiance et favoriser les progrès techniques à l'échelle mondiale.

Le développement de normes performantes exige un dialogue inclusif. En réunissant différents secteurs industriels sous son égide, l'UIT contribue à donner de nouvelles orientations à l'innovation et à créer les partenariats nécessaires en vue de stimuler cette innovation.

Les normes de l'UIT relatives à la finance numérique servent à améliorer la qualité des services, ainsi qu'à préserver la sécurité et à instaurer la confiance. En hébergeant le nouveau [Laboratoire de sécurité dédié aux services financiers numériques dans le cadre de l'Initiative FIGI](#), nous aidons les régulateurs et le secteur à bénéficier de solides bases techniques.



Les services financiers numériques peuvent jouer un rôle déterminant dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.



Les normes de l'UIT relatives à la finance numérique servent à améliorer la qualité des services.

Collaboration au sein de l'initiative FIGI

La collaboration au sein de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière est l'illustration parfaite des types d'actions basées sur la cohésion, nécessaires à travers le monde pour atteindre les ODD.

Cette initiative a encouragé les réformes politiques nationales visant à stimuler l'inclusion financière, dans le cadre d'une coopération avec la Chine, l'Égypte et le Mexique permettant ainsi de fournir des études de cas de qualité profitant à d'autres pays dans le monde.

Au sein de trois groupes de travail œuvrant dans le cadre de l'Initiative FIGI, nous avons créé une base viable destinée aux systèmes d'identification numérique donnant aux citoyens l'accès à des systèmes formels de toutes natures. Nous avons analysé les mesures incitatives qui permettraient de faire des paiements électroniques la norme pour les transactions de faible valeur. Nous avons également réfléchi à la manière d'augmenter la confiance des utilisateurs quant à la sécurité de leur argent et de leurs identités numériques.

Après de précédentes rencontres à Bangalore (2017) et au Caire (2019), le Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI) de cette année a accueilli plus de 1 700 participants provenant de 149 pays sous un format entièrement virtuel, en vue de discuter de thèmes aussi variés que les technologies financières (fintech) et l'inclusion, la cybersécurité, l'égalité hommes-femmes sans oublier la protection des consommateurs et de l'identité numérique. Nous avons également partagé différentes expériences visant à atteindre les populations mal desservies et vulnérables pendant la pandémie. Ces discussions ont été abordées sous toutes les perspectives possibles grâce à la diversité de la communauté FIGI.

J'aimerais exprimer ma gratitude la plus profonde à toutes les personnes ayant apporté une contribution au sein de l'Initiative FIGI. Nous pouvons tous être fiers de ce que nous avons accompli ensemble.

Bien que cette troisième édition parachève l'initiative, nous avons créé une culture de la collaboration viable qui soutiendra les débats pour de nombreuses années à venir. Les conclusions des groupes de travail de l'Initiative FIGI restent acquises et nous comptons sur vous pour accompagner notre travail de pionnier au sein de notre Laboratoire dédié à la sécurité.

Les technologies numériques sont le ciment de notre monde interconnecté, ce d'autant que la COVID-19 soulève de nouvelles interrogations sur la façon dont nous pouvons traverser ensemble et dans l'harmonie les périodes de crise mais aussi de prospérité.

Je me réjouis de la poursuite de notre collaboration qui contribuera à bâtir un meilleur avenir numérique pour chacun de nous.



Cette initiative a encouragé les réformes politiques nationales visant à stimuler l'inclusion financière. ”



FIGI 2021 - Les temps forts



Le Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI) offre une tribune propice au partage d'expériences et d'idées sur les enjeux à relever pour faire progresser les services financiers numériques et favoriser l'inclusion financière à travers le monde.

L'édition 2021 du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI) s'est tenue en ligne, du 18 mai au 24 juin.



En savoir plus sur le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT.



La finance numérique a-t-elle amorti les effets de la pandémie de COVID-19?

L'utilisation croissante des services financiers numériques a transformé la crise en opportunité.

Les restrictions de circulation des personnes et des biens en raison de la pandémie COVID-19 ont bouleversé les modes de transaction.

L'utilisation croissante des services financiers numériques a transformé la crise en opportunité, permettant aux personnes et aux petites entreprises ne possédant jusque-là pas de comptes bancaires d'accéder au système financier.

Les réglementations ont évolué pour s'adapter à la technologie, mais des politiques spécifiques sont nécessaires afin de s'assurer que personne ne sera mis de côté.

"Si l'inclusion financière numérique était une priorité de développement avant la pandémie de COVID-19, elle est devenue littéralement indispensable désormais, que ce soit à court terme en tant que solution d'urgence permettant de mettre de l'argent à la disposition des personnes qui en ont besoin, ou en tant qu'élément central de mesures de reprise durables et plus larges", a déclaré Mahesh Uttamchandani, Directeur chargé

du Pôle mondial d'expertise en finance, compétitivité et innovation du Groupe de la Banque mondiale.

La pandémie de COVID-19 a profondément modifié les habitudes de paiement des populations, 60% des autorités financières constatant une hausse des transactions numériques.

Dans le même temps, le nombre de personnes percevant des paiements de la part de leurs gouvernements a quadruplé au cours du premier semestre 2020 à mesure que la pandémie mondiale se prolongeait.

Près de 70% des régulateurs financiers à travers le monde considèrent les technologies financières comme une priorité forte, tout comme l'accompagnement des mesures de lutte contre le COVID-19 par des efforts visant à renforcer l'inclusion financière.

Transferts de fonds en ligne

Déjà une priorité avant la pandémie de COVID-19, l'inclusion financière numérique est désormais un objectif politique encore plus urgent, a affirmé M. Uttamchandani à l'occasion de l'édition de cette année du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

La Banque mondiale travaille sur quelque 170 projets liés au COVID-19 dans 110 pays, notamment des projets de transferts de fonds dans plus de 55 pays, qu'ils soient nouveaux ou élargis, a-t-il ajouté.

Les principaux objectifs comprennent la numérisation des transferts et des paiements en espèces, la mise en place de systèmes de paiement plus rapides, la mise en œuvre de l'identification numérique et des technologies électroniques de connaissance du client, ainsi que la protection des consommateurs contre les risques accrus.

Réponse rapide

Les pays et les marchés qui investissaient déjà dans les services financiers numériques ont pu de ce fait mieux répondre à la crise du COVID-19, a déclaré Gregory Chen, responsable des politiques au sein du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP).

Le Togo, par exemple, a rapidement déployé son [programme d'aide sociale Novissi](#), système utilisant l'apprentissage automatique et l'argent mobile pour effectuer des transferts d'argent sans contact en cas d'urgence. L'infrastructure numérique préexistante a rendu cela possible pour ce pays d'Afrique de l'Ouest, a déclaré G. Chen.



Si l'inclusion financière numérique était une priorité de développement avant la pandémie de COVID-19, elle est devenue littéralement indispensable désormais.

Mahesh Uttamchandani

Responsable international, Inclusion financière et infrastructure, Pôle mondial d'expertise en finance, compétitivité et innovation, Groupe de la Banque mondiale

Un autre facteur clé a été la réponse pragmatique des régulateurs à la pandémie.

“Très tôt, beaucoup de régulateurs ont compris que le système bancaire restait vital pour l’activité économique”, a déclaré G. Chen, ajoutant qu’en le considérant comme un service essentiel, “ils ont trouvé des moyens de maintenir le système bancaire et les systèmes de paiement en activité”.

Il a donné un exemple de cette action pragmatique des régulateurs aux Philippines, où ces derniers ont permis à un programme de transfert de fonds géré par une banque du secteur public d’être ouvert à de multiples fournisseurs de services de paiement, y compris les opérateurs d’argent mobile.

Technologies de connaissance client

Les projets d’inclusion financière de la Banque mondiale ont contribué à simplifier les dispositions relatives à la diligence due et à la connaissance client sur des marchés très divers tels que la République du Congo, le Maroc et le Népal, ainsi qu’à mettre en place des systèmes de paiement rapide en Géorgie, à Madagascar et en Indonésie, selon M. Uttamchandani.

L’initiative de la Banque mondiale relative aux paiements de gouvernement à personne a également apporté une assistance technique pour la numérisation des transferts de prestations sociales dans 35 pays.

Instruments d’inclusion

Sur les marchés développés, l’accélération de la numérisation dans le contexte de la pandémie a donné naissance à de nouveaux produits de paiement, de prêt et d’assurance. Les marchés européens ont connu une forte augmentation des transactions sans contact, a déclaré Magda Bianco, directrice générale de la Banque d’Italie, la banque centrale du pays.

Les instruments fournis par les intermédiaires ont également facilité l’évaluation du crédit.

“Cela permet aux petites entreprises, qui n’ont généralement pas d’antécédents en matière de crédit, d’entrer sur le marché pour obtenir des prêts”, a expliqué M. Bianco.

Les outils numériques aident également les particuliers à entrer dans le système financier pour la première fois, a-t-elle ajouté. Dans certains pays, de nouveaux comptes d’épargne numériques ont été lancés avec des frais nuls ou très faibles.



Très tôt, beaucoup de régulateurs ont compris que le système bancaire restait vital pour l’activité économique.”

Gregory Chen

Responsable Politiques,
Groupe consultatif
d’assistance aux plus pauvres



Dans certains pays, de nouveaux comptes d’épargne numériques ont été lancés avec des frais nuls ou très faibles.”

Magda Bianco

Directrice générale,
Banque d’Italie

Une fracture numérique qui se creuse

L'accès aux services numériques reste extrêmement inégal. Les experts suggèrent que l'exclusion numérique pourrait être en partie corrélée aux pertes de revenus liées à la pandémie, avec un impact disproportionné sur les travailleurs peu ou moyennement qualifiés, les indépendants et les femmes.

La GSM Association (GSMA), qui représente les opérateurs de réseaux mobiles, indique que les femmes sont 7% moins susceptibles que les hommes de posséder un téléphone mobile et 15% moins susceptibles d'utiliser l'Internet mobile.

"Les femmes représentent 39% de l'emploi mondial, mais 54% des pertes d'emploi globales", a observé M. Uttamchandani.

Les données ventilées par sexe pourraient contribuer à l'élaboration de politiques et d'initiatives ciblées en matière d'inclusion financière, a-t-il ajouté.

Risques liés à la cybersécurité

L'adoption du numérique a, parallèlement, accru la vulnérabilité des personnes à l'usurpation d'identité, aux escroqueries en ligne et à d'autres menaces relevant de la cybersécurité. Les demandes de microcrédit numérique ont également enregistré une hausse de la fraude au cours des derniers mois. Cette situation est particulièrement risquée pour les nouveaux utilisateurs et les utilisateurs non qualifiés.

"Il est vraiment important de comprendre les risques pour les groupes vulnérables touchés de manière disproportionnée par la pandémie, comme les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les migrants", a déclaré M. Bianco.



Comprendre les risques est vraiment important pour les groupes vulnérables touchés de manière disproportionnée par la pandémie, tels que les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les migrants.

Magda Bianco

Directrice générale,
Banque d'Italie

Promouvoir la culture numérique et financière

Les efforts visant à améliorer l'inclusion financière numérique doivent comprendre des mesures destinées à protéger les consommateurs, tout en offrant un accès qui soit le plus large possible. Les connaissances des services financiers numériques sont également essentielles pour rendre le système accessible aux individus, aux groupes vulnérables ainsi qu'aux micro et petites entreprises, selon M. Bianco.

Et d'ajouter que malgré la pandémie, les gouvernements et les institutions doivent persister à rassembler des informations actualisées sur l'inclusion financière.

Il a été difficile de réaliser des enquêtes complètes pendant la pandémie. Toutefois, la plate-forme du Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPII) du G20 – lancée en 2010 lors du sommet du G20 à Séoul, en République de Corée – compile actuellement des études de cas et analyse les meilleures pratiques de divers pays.

Ne laisser personne de côté

Si l'industrie ne continue pas à développer et à améliorer ses offres de services financiers numériques, elle "peut involontairement contribuer à victimiser certains des groupes les plus marginaux", a déclaré M. Uttamchandani.

Lorsqu'elle est associée à une faible sensibilisation aux questions financières, la croissance rapide de l'utilisation des services financiers numériques peut entraîner des problèmes tels que le surendettement. Pour éviter de telles situations, les offres de services doivent être adaptées à chaque marché local, a-t-il commenté.

Malgré les améliorations constatées en termes d'accès, des personnes sont encore dans chaque pays hors de portée de la finance numérique.

"Nous devons encore être capables de répondre à ces populations et reconnaître à la fois le pouvoir et les limites de la finance numérique", a averti G. Chen.

"Ce faisant, nous apporterons une réponse beaucoup plus forte à la pandémie de COVID et aurons l'opportunité d'accélérer certains des aspects positifs de la finance numérique."

Note: Le présent article est basé sur une table ronde menée dans le cadre du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

Accès à l'enregistrement de la session.





Accroître le leadership des femmes dans les technologies financières

Les experts évoquent souvent les avantages des technologies financières ([fintech](#)) et de la finance numérique pour les femmes. Dans le même temps, peu de femmes sont représentées dans les rôles décisionnels de ce secteur en pleine expansion.

Alors qu'elles représentent la moitié de la main-d'œuvre des services financiers dans de nombreux pays, les femmes n'occupent qu'environ 20% des postes de direction. Leur représentation sur les marchés émergents est plus faible. Malgré cela, elles s'en sortent mieux dans la finance que dans l'autre partie de l'équation, le secteur technologique.

Un examen plus approfondi des chiffres

La main-d'œuvre technologique globale était composée de [28,8%](#) de femmes en 2020, et malgré la croissance de la représentation des femmes dans les conseils d'administration et dans les postes de direction des entreprises technologiques au cours des dix dernières années, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Sur près de 1 300 entreprises

technologiques dans le monde, les femmes occupent en moyenne **16,6% des sièges au conseil d'administration**.

Alors que 35% des diplômés de l'enseignement supérieur en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM) sont des femmes, beaucoup d'entre elles, selon Catalyst, finissent par **abandonner les carrières dans ces disciplines**. Le secteur des technologies financières, en pleine croissance, ne semble pas s'en sortir mieux en termes de leadership féminin.

L'industrie financière fait des progrès rapides pour augmenter le nombre de femmes dans les postes de direction, mais les technologies financières sont à la traîne de la finance plus traditionnelle en termes d'équilibre entre les hommes et les femmes. "Bien qu'elles aient démarré de zéro, les technologies financières se sont révélées être une exception en matière d'équilibre entre les sexes au niveau des conseils d'administration", selon **Oliver Wyman** consultant en gestion internationale.

Des opportunités manquées

Une **étude de Deloitte** révèle que le fait de placer des femmes à des postes de direction tend à stimuler l'innovation, à accroître la productivité et à augmenter la rentabilité. Pourtant, parmi les créateurs d'entreprise du secteur des technologies financières, les femmes sont moins susceptibles d'obtenir des financements d'investisseurs que leurs homologues masculins.

"Les équipes plus diverses obtiennent de meilleurs résultats", affirme Margaret Miller, Économiste principale du secteur financier de la **Banque mondiale** et co-modératrice d'une session lors du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (**FIGI**). "Chercher à savoir comment intégrer davantage les femmes et les voix des femmes dans le leadership relève du bon sens des affaires."

L'écart persistant entre hommes et femmes dans le domaine des technologies financières ne s'explique pas seulement par le manque de diversité dans les services financiers et la rareté des femmes dans le secteur technologique au sens large. Des normes culturelles différentes entrent également en jeu, ainsi que les conditions économiques actuelles de chaque pays.

Au Pakistan, par exemple, les femmes sont surtout employées dans le secteur informel, explique Roshaneh Zafar, fondatrice et Directrice générale de la Fondation Kashf, une société de microfinancement non bancaire. Cette situation reflète une tendance observée dans de nombreux pays en développement, puisque, selon un **rapport** du Groupe de la Banque mondiale et de ses partenaires, environ 95% du travail des femmes en Asie et 89% en Afrique subsaharienne est effectué de manière informelle.

Mme Zafar a souligné les obstacles d'ordre éducatif et a demandé si les femmes étaient formées pour devenir des managers. Selon elle, les perceptions concernant les femmes et le leadership doivent changer, ce qui signifie également que les stéréotypes culturels doivent être brisés.

Bien qu'elles aient démarré de zéro, les technologies financières se sont révélées être une exception en matière d'équilibre entre les sexes au niveau des conseils d'administration.

Source: Oliver Wyman



Chercher à savoir comment intégrer davantage les femmes et les voix des femmes dans le leadership relève du bon sens des affaires. ”

Margaret Miller

Économiste principale du secteur financier, Groupe Banque mondiale

«Le manque de réseau est un frein qui empêche les femmes non seulement d'obtenir les investissements dont elles ont besoin, mais aussi les montants d'investissement», dit-elle. «Les femmes ne manquent pas d'expertise ou de compétence. C'est vraiment la perception qui crée le plafond de verre, tant au sein des institutions que dans le cercle des investisseurs.»

Promouvoir les femmes en tant que leaders

La [Banque centrale d'Égypte](#) (CBE) a commencé à décerner des prix annuels à des femmes s'illustrant dans le secteur bancaire, les lauréates recevant des opportunités d'apprentissage dans des universités de renommée mondiale, dont Harvard.

May Abulnaga, première sous-gouverneure, considère que les régulateurs jouent un rôle essentiel dans la promotion des femmes, avec une approche descendante top down. «Aujourd'hui, en tant que régulateur, nous avons pu franchir un certain nombre d'étapes vers la construction d'un secteur financier inclusif.»

La CBE a également mis en place un [programme conjoint](#) avec le Conseil national des femmes d'Égypte pour promouvoir l'autonomisation financière des femmes.

Laura Fernandez Lord, responsable de l'autonomisation économique des femmes à la [BBVA Microfinance Foundation](#) (une filiale de la multinationale espagnole de services financiers BBVA), ajoute: «Il n'y a qu'une seule façon de faire bouger les choses pour combler le fossé financier entre les sexes, c'est de montrer l'exemple».

Parmi les approches possibles, citons la promotion de femmes championnes du changement organisationnel, la participation des hommes à la discussion, la formation des cadres supérieurs à la diversité hommes/femmes et l'investissement dans l'orientation professionnelle, la planification de carrière, le mentorat et le coaching pour les hommes et les femmes. Mais les organisations et les entreprises qui cherchent à améliorer leur équilibre entre hommes et femmes peuvent également avoir besoin d'outils pour lutter contre les préjugés involontaires, de règles sur l'embauche de 50% de femmes et de disponibilité obligatoire de crèches.

Les entreprises des technologies financières de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ([MENA](#)) pilotent l'analyse de rentabilité des services intelligents en matière de genre. Le Fonds des femmes arabes pour l'entreprise (AWEF) a activement contribué à promouvoir des solutions allant des portefeuilles mobiles à l'intégration des paiements des commerçants. Son rapport intitulé [Eight Lessons from the Field](#) (Huit leçons du terrain) invite les technologies financières à adopter une approche délibérée pour répondre aux besoins des femmes.



Le manque de réseau est un frein qui empêche les femmes non seulement d'obtenir les investissements dont elles ont besoin, mais aussi les montants d'investissement. ”

Roshaneh Zafar

Fondatrice et
Directrice générale de
la Fondation Kashf



Aujourd'hui, en tant que régulateur, nous avons pu franchir un certain nombre d'étapes vers la construction d'un secteur financier inclusif. ”

May Abulnaga

Première sous-gouverneure,
Banque Centrale d'Égypte

Proportion d'internautes, par sexe



- Majorité d'hommes
- Majorité de femmes
- Pourcentages équivalents
- Données non disponibles

Remarque: *Estimation de l'UIT. Les taux de pénétration reportés sur la carte représentent le nombre de femmes/d'hommes utilisant l'Internet en pourcentage de la population totale de femmes et d'hommes. Le ratio est considéré comme équivalent lorsque la différence entre le taux de pénétration de l'Internet chez les hommes et chez les femmes est inférieure à 2 points de pourcentage.

Source: Mesurer le développement numérique, Faits et chiffres, 2019, UIT.

Inclure les femmes dans les technologies financières – une approche globale

Une étude du [Centre de recherches pour le développement international \(CRDI\)](#) recommande une approche globale, à la fois pour développer les services financiers destinés aux femmes et pour augmenter le nombre de femmes dans les technologies financières. L'offre de services financiers n'est pas en soi une panacée. Les gouvernements, les bailleurs de fonds et les institutions financières doivent intervenir là où cela est nécessaire afin de renforcer les connaissances du système financier, améliorer la conception des produits et s'attaquer aux contraintes spécifiques des femmes.

Dans le cas contraire, la croissance rapide de la banque numérique et la création d'une société sans espèces pourraient finir par creuser davantage et accentuer le [fossé numérique existant entre les hommes et les femmes](#).

Même avant la pandémie actuelle, on estime que 52% des femmes avaient tendance à rester totalement hors ligne, contre 42% des hommes dans le monde, selon le [rapport](#) 2019 de l'UIT Mesurer le développement numérique.

Dans notre monde de l'après-pandémie, la capacité de se connecter à des services numériques utilisables et abordables sera certainement la nouvelle base de référence pour une inclusion sociale et économique complète, en particulier pour les femmes.

Le présent article est basé sur une [table ronde](#) organisée dans le cadre du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

[Accès à l'enregistrement de la session.](#)



Exploiter et équilibrer l'innovation: les paiements à l'ère des technologies financières

Doter chaque individu d'un compte courant lui permettant d'envoyer et de recevoir de l'argent par voie électronique est généralement considéré comme la première étape vers l'inclusion financière. Pour les personnes sans compte bancaire, ces comptes font office de porte d'entrée vers l'épargne, le crédit, l'assurance et bien d'autres activités et services financiers.

Les progrès constants des technologies financières ont apporté de nouveaux moyens d'élargir l'accès aux services financiers et la gamme de services proposés, tant pour les clients aguerris que pour les personnes en dehors du système bancaire qui accèdent pour la première fois à des comptes courants.

Parallèlement aux offres traditionnelles, certaines banques ont décidé de soutenir la "banque ouverte" en coordination avec des fournisseurs de services en ligne tiers. Les innovations dans des domaines tels que l'analyse des mégadonnées, l'identité numérique et la biométrie ont ouvert la voie à de nouvelles méthodes d'évaluation de la solvabilité et d'intégration de nouveaux clients.

Doter chaque individu d'un compte courant lui permettant d'envoyer et de recevoir de l'argent par voie électronique est généralement considéré comme la première étape vers l'inclusion financière.

Les comptes courants n'étant désormais plus proposés uniquement par les banques, mais aussi, et de plus en plus, par des fournisseurs de services financiers mobiles et d'autres plates-formes non bancaires, un large éventail d'acteurs peut être impliqué dans la facilitation des paiements.

Pour les régulateurs financiers, soucieux d'un équilibre entre l'impératif de stimuler les technologies financières et la responsabilité de gérer les risques, cette situation soulève de nombreuses questions.

Principes directeurs

Les principes directeurs sur les Aspects de l'inclusion financière liés aux paiements (PAFI), énoncés en 2016 et actualisés en 2020, reposent sur des engagements du secteur public et privé de donner à chaque individu l'accès à un compte courant, à un cadre juridique et réglementaire adapté et stable, ainsi qu'à l'infrastructure financière et numérique requise.

La montée en puissance rapide des technologies financières ces dernières années a conduit à un nouvel examen des principes PAFI, toujours sous l'égide de la Banque mondiale et du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI) de la Banque des règlements internationaux (BRI). Cette fois, les institutions se sont attachées à détailler comment les principes PAFI s'appliquent aux dernières innovations en matière de technologies financières.

Le dernier rapport note le potentiel des technologies financières à élargir l'inclusion financière grâce à des initiatives intégrées dans des réformes plus larges au niveau national.

Les systèmes de paiement inclusifs dépendent d'une coordination étroite entre les autorités de régulation et les acteurs du secteur, à la fois pour harmoniser la surveillance et établir une infrastructure résiliente destinées aux paiements électroniques. Il faut trouver le bon équilibre entre augmenter l'efficacité et garantir la sécurité, ainsi qu'entre améliorer l'expérience client et protéger les données personnelles.

Selon les experts du secteur, l'évolution vers une vie financière placée de plus en plus sous le signe du numérique risque d'accroître l'exclusion de certains groupes.



Les paiements à l'ère des technologies financières



Retrouvez [ici](#) les derniers Principes directeurs PAFI à l'ère des technologies financières.

Trouver le juste équilibre

Les opportunités

- Augmenter l'efficacité
- Renforcer l'expérience client
- Parvenir à l'omniprésence
- Réduire les obstacles à l'accès au marché

Les enjeux

- Garantir la sécurité
- Protéger le consommateur et la confidentialité des données
- Éviter l'exclusion numérique
- Traiter les risques de concentration

Source: Banque des règlements internationaux et Groupe de la Banque mondiale (2020): Aspects de l'inclusion financière liés aux paiements à l'ère des technologies financières.

Suivi de l'inclusion financière

Pour aider les autorités nationales à appliquer les principes directeurs PAFI, le projet fournit des études diagnostiques permettant de suivre l'accès et l'utilisation des comptes courants. La boîte à outils permet d'établir des comparaisons par rapport à des références internationales ou au sein de chaque juridiction sur une période d'observation donnée, à mesure que les pays s'efforcent de mettre en place des systèmes de paiement plus inclusifs.

La stratégie d'inclusion du Maroc

La boîte à outils du PAFI s'inscrit dans le cadre d'une auto-évaluation du secteur financier marocain au niveau national, explique Hakima El Alami, Directrice de la surveillance des systèmes et des instruments de paiement et de la Direction de l'inclusion financière à Bank Al-Maghrib, la banque centrale du pays.

Le Maroc intègre les solutions basées sur les technologies financières dans sa [stratégie nationale d'inclusion financière](#), - qui vise à donner à tous les citoyens et à toutes les entreprises un accès équitable aux produits et services financiers formels, a-t-elle déclaré lors du récent Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

L'Albanie instaure la confiance

L'accès au marché pour les nouveaux venus doit également faire l'objet d'une attention particulière, afin que les entités de toutes tailles bénéficient de chances égales en matière de concurrence.

"De notre point de vue en tant que régulateur, nous avons besoin que le marché offre autant d'alternatives que possible, et cela ne peut se produire qu'avec des outils tels qu'un cadre, une infrastructure et un accès sécurisé et modulé", a déclaré Ledia Bregu, Directrice des paiements au Département de la comptabilité et des finances de la Banque d'Albanie.

Mme Bregu a évoqué la sensibilisation aux questions et instruments financiers comme un défi majeur, ainsi que le renforcement de la confiance des clients. "Lorsque nous parlons d'innovation et de technologies financières, nous devons instaurer la confiance, afin que les groupes de population découvrant les comptes bancaires ou encore sans compte bancaire aient la même compréhension et la même confiance à utiliser des outils innovants afin de parvenir à une plus grande inclusion financière de ces groupes."

L'inclusion financière peut stimuler l'investissement et le développement économique - autant de considérations importantes pour l'Albanie et d'autres économies relativement petites des Balkans occidentaux, ajoute-t-elle.

"En définitive, nous la percevons comme un outil de croissance économique", affirme Mme Bregu.



Lorsque nous parlons d'innovation et de technologies financières, nous devons instaurer la confiance, afin que les groupes de population découvrant les comptes bancaires ou encore sans compte bancaire aient la même compréhension et la même confiance à utiliser des outils innovants afin de parvenir à une plus grande inclusion financière de ces groupes.

Ledia Bregu

Directrice du Département des paiements, de la comptabilité et des finances, Banque d'Albanie

Le Mexique recherche les effets de réseau

La montée en puissance des technologies n'est pas seulement synonyme de nouveaux services, mais aussi de nouveaux types d'entreprises fournissant des services, explique Miguel Manuel Díaz, Directeur des systèmes de paiement et de l'infrastructure chez Banxico. Selon lui, cette évolution a accru la pression sur les banques centrales et les autres régulateurs.

Selon M. Díaz, les autorités qui s'efforcent d'accueillir de nouveaux types d'acteurs et de services doivent maintenir cinq grands équilibres:

1. l'innovation par rapport à l'atténuation des risques;
2. les économies d'échelle par rapport à la concurrence;
3. l'efficacité par rapport à la sécurité des systèmes;
4. la diversité par rapport à la normalisation efficace des systèmes;
5. la confidentialité par rapport aux exigences de sécurité.

M. Díaz voit deux outils essentiels pour élargir l'accès aux services de paiement tout en atténuant les risques associés:

Premièrement, une infrastructure centrale propice accessible à tous. Cette dernière favorise la concurrence entre les services de paiement et produit des effets de réseau qui aident les services à atteindre le plus grand nombre de personnes possible.

Deuxièmement, une analyse approfondie pour garantir la cohérence des réglementations avec les nouvelles réalités du marché. Par exemple, les régulateurs peuvent envisager de passer de la supervision de différents types d'institutions à la supervision des différentes fonctions intervenant dans la fourniture d'un service.

La République sudafricaine reconnaît les limites de la réglementation actuelle

Si l'inclusion financière est une grande priorité aujourd'hui, cela n'a pas toujours été le cas en République sudafricaine, explique Pearl Malumane, Analyste principale à la Division chargée de la politique et de la réglementation de la Banque centrale sudafricaine.

"Au fil des ans, l'accent a toujours été mis sur la stabilité financière, mais d'autres régulateurs dont la Banque centrale sudafricaine ont compris l'importance de l'inclusion financière", dit-elle.

"Par conséquent, nous avons assisté à la croissance des technologies financières en République sudafricaine, mais nous sommes conscients des limites imposées par notre cadre réglementaire actuel. Ce dernier est très restrictif en ce qui concerne les types d'activités de paiement que les technologies financières, ou les non-banques, sont autorisées à effectuer."

Mais le secteur et ses régulateurs doivent s'employer à trouver la bonne voie à suivre, selon Mme Malumane.

"Lorsque les technologies financières seront pleinement autorisées, elles renforceront non seulement l'inclusion financière, mais aussi la concurrence et l'innovation dans le système de paiement national et dans tout le pays", affirme-t-elle.



Lorsque les technologies financières seront pleinement autorisées, elles renforceront non seulement l'inclusion financière, mais aussi la concurrence et l'innovation dans le système de paiement national et dans tout le pays. ”

Pearl Malumane

Analyste principale à la Division en charge de la politique et de la réglementation, Banque centrale sudafricaine



Rendre les technologies financières plus sûres pour les consommateurs

Les technologies financières ont mis la sécurité financière à la portée de personnes et de communautés auparavant mal desservies, notamment dans les pays en développement.

Mais les avantages apportés par les entreprises fournissant des logiciels, des services et des produits pour les services financiers numériques s'accompagnent de nouveaux risques, souvent méconnus.

Alors que de nombreuses entreprises fintech ont connu une [croissance rapide](#) pendant la pandémie de COVID-19, les consommateurs et les régulateurs doivent connaître à la fois les avantages et les inconvénients des nouveaux modèles commerciaux qui émergent dans la finance numérique.

Les avantages apportés par les entreprises fournissant des logiciels, des services et des produits pour les services financiers numériques s'accompagnent de nouveaux risques, souvent méconnus.

Des informations optimisées pour les dispositifs mobiles

Parmi ces nouveaux services financiers numériques en pleine expansion, les microcrédits numériques permettent une approbation et un accès rapides à de petits prêts à court terme via un téléphone portable.

Toutefois, leur tarification peut sembler floue, tandis que le format mobile peut nuire à la lisibilité pour les utilisateurs de microcrédits.

"Lorsque vous transférez sur un petit écran des extraits de déclarations de situation financière et des faits essentiels, il devient encore plus difficile de s'assurer que le consommateur reçoit les informations dont il a besoin pour comprendre les risques et choisir un produit approprié", a observé Jennifer Chien, Spécialiste principal du secteur financier au Groupe de la Banque mondiale, lors d'une session du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

Un autre défi se rapporte aux délais, a-t-elle expliqué.

"Il se peut que vous ne receviez des informations sur la tarification d'un produit de crédit qu'après avoir finalisé une transaction, soit trop tard pour utiliser cette information efficacement."

Responsabiliser les algorithmes

Les produits de technologies financières sont parfois commercialisés sans scrupules, comme c'est le cas de certaines pratiques où apparaissent des offres de microcrédit non sollicitées, envoyées sur le téléphone des consommateurs. Sur les marchés où le système bancaire est peu développé, ces pratiques peuvent entraîner des emprunts non nécessaires et des difficultés de remboursement ultérieures.

"Certains produits sont commercialisés de manière à encourager le consommateur à contracter le montant de prêt maximum", a déclaré Mme Chien. "L'éloignement par nature du canal numérique et la rapidité des transactions augmentent la vulnérabilité des consommateurs face aux pratiques commerciales agressives."

À tous les niveaux, les avantages et les inconvénients des technologies financières semblent s'emmêler. Par exemple, si l'évaluation automatisée du crédit peut élargir l'accès aux services financiers, une mauvaise conception des algorithmes et des données non représentatives peut produire des résultats biaisés qui s'avèreront "systématiquement pires pour certains groupes et perpétueront les inégalités sociales", a mis en garde Mme Chien.

De nombreux pays et chercheurs travaillent actuellement à la création d'une responsabilité des algorithmes par le biais de mesures de sauvegarde et des contrôles d'ordre réglementaire et technique.



Lorsque vous diffusez sur petit écran des extraits de déclarations de situation financière et des éléments essentiels, il devient encore plus difficile de s'assurer que le consommateur reçoit les informations dont il a besoin pour comprendre les risques.

Jennifer Chien

Spécialiste principal du
Secteur financier, Groupe
de la Banque mondiale

L'Autorité monétaire de Hong Kong, par exemple, a demandé aux fournisseurs de microcrédit numériques de s'assurer que les règles en vigueur en matière d'égalité de traitement et de lutte contre les discriminations s'appliquent à l'utilisation des algorithmes.

Protection contre les risques de prêt

Les risques de pratiques déloyales en matière de prêt avec des taux annualisés élevés persistent également dans les produits de microcrédit numériques. Les prêts sont parfois commercialisés de manière agressive sans évaluer le besoin ou la capacité de remboursement du consommateur. Les modèles dits "lend to learn" (prêter pour apprendre) ouvrent l'accès au financement à des consommateurs qui n'ont pas d'antécédents de crédit formels et éprouvent leur solvabilité. Toutefois, ces modèles sans mesure du risque peuvent aboutir à des prêts contractés par des consommateurs qui n'ont pas la capacité financière de les rembourser.

Selon Mme Chien, il faudra peut-être apposer des étiquettes de mise en garde pour les consommateurs, ou des notifications équivalentes, sur certains produits et services de technologie financière.

Des tests effectués au Kenya, par exemple, ont montré que la compréhension des consommateurs s'est améliorée après que de brefs résumés des conditions générales ont été affichés sur les téléphones portables en amont du processus de transaction. Au Paraguay, les consommateurs se voient proposer une option finale d'acceptation ou de rejet des conditions avant de conclure un contrat de transaction numérique. Dans ce cas de figure, la nature interactive et dynamique des canaux mobiles assiste le consommateur.

Évolution des risques, évolution de la réglementation

Les technologies financières permettent également d'accéder au crédit par l'intermédiaire de plates-formes de prêt de pair à pair. Mais la plupart de ces opérateurs ne sont pas réglementés, ce qui prive les consommateurs de toute protection, a déclaré Gian Boeddu, Spécialiste principal du secteur financier au Groupe de la Banque mondiale. Le Royaume-Uni et le Mexique ont tenté de remédier à cette situation en élaborant de nouvelles définitions des activités soumises à la réglementation financière.

Dans le contexte numérique, les faibles barrières à l'entrée pour accéder au crédit et la dépendance à la technologie exposent les consommateurs à des risques. À titre de protection, les mesures qui s'appliquent aux prestataires de services financiers traditionnels sont désormais étendues aux prestataires de nouveaux services financiers numériques et aux tiers associés, avec

des exigences supplémentaires en matière de culture numérique et de compétence des consommateurs.

Le financement participatif basé sur l'investissement, qui permet à de petites entreprises d'émettre des titres de créance ou de participation auprès du public, montre comment l'innovation en matière de technologie financière peut inciter les régulateurs à repenser certaines règles.

Cette forme de financement participatif ne peut pas se développer dans les cadres réglementaires des marchés de capitaux, a fait remarquer Ivor Istuk, troisième Spécialiste principal du secteur financier au Groupe de la Banque mondiale. "Les règles établies pour l'offre de titres et la fourniture de services d'intermédiation en matière d'investissement ont tendance à être trop coûteuses pour les petites entreprises et les start-up. Les entreprises qui trouveraient ce marché lucratif devraient également se faire répertorier en tant que telles, ce qui augmenterait les coûts opérationnels."

Les inquiétudes concernant la fraude et la défaillance des plateformes n'épargnent pas non plus le financement participatif basé sur l'investissement. Les risques sont exacerbés par des investisseurs inexpérimentés, des émetteurs risqués, des informations opaques et des titres complexes et non liquides, a expliqué M. Istuk.

Pour combler les lacunes de la réglementation relative aux technologies financières, les experts soulignent l'intérêt d'une approche progressive fondée sur le développement d'une compréhension approfondie du marché des fintechs, qui évolue rapidement, et des expériences des consommateurs et des acteurs du secteur.



Les règles établies pour l'offre de titres et la fourniture de services d'intermédiation en matière d'investissement ont tendance à être trop coûteuses pour les petites entreprises et les start-up

Ivor Istuk

Spécialiste principal du secteur financier, Groupe Banque mondiale

Remarque: Le présent article est basé sur une table ronde organisée dans le cadre du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

Accès à l'enregistrement de la session.

Rapports des groupes de travail sur l'inclusion financière

Les groupes de travail relevant de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière étoffent les connaissances et élaborent des outils techniques ainsi que des recommandations de politique générale. Les rapports sont axés sur trois domaines principaux:



Sécurité, infrastructure et confiance

Identité numérique

Acceptation des paiements électroniques

Cliquez [ici](#) pour télécharger les rapports.



Rejoignez la communauté en ligne de l'UIT sur le support de votre choix



L'identité numérique: améliorer l'accès aux services financiers en Amérique latine

À travers le monde, plus d'un milliard de personnes ne sont pas en mesure de prouver leur identité et se trouvent ainsi privées d'accès à des services essentiels comme les soins de santé et l'éducation, ainsi qu'à des possibilités d'emploi dans l'économie formelle.

Ce déficit ne concerne pas seulement l'identification, mais aussi l'authentification.

Si la plupart des gens possèdent une pièce d'identité ou l'équivalent, quelque 3,4 milliards de personnes ne peuvent toujours pas l'utiliser en ligne, en raison de l'impossibilité de vérifier ou d'authentifier leurs références, selon le Groupe de la Banque mondiale.

Ces facteurs déterminants pour l'exclusion financière ont attiré l'attention des experts de la finance et du numérique en Amérique latine – une vaste région où les économies émergentes doivent jongler entre des infrastructures qui progressent rapidement et une pauvreté endémique.

Si la plupart des gens possèdent une pièce d'identité, ou l'équivalent, quelque 3,4 milliards de personnes ne sont toujours pas en mesure de l'utiliser en ligne.

Ajustements réglementaires

Au Mexique, la banque centrale travaille avec les agences gouvernementales pour s'assurer que tous les citoyens disposent d'une forme d'identification, qu'elle soit numérique ou physique. Bien que ces initiatives progressent rapidement, "nous ne pouvons pas garantir une pièce d'identité physique à tous les Mexicains", déclare Antonio Casada, Vice-Président de la politique réglementaire à la Commission nationale des valeurs mobilières et des banques.

Cette prise de conscience a toutefois ouvert la voie aux solutions d'identification numérique. En 2017, le gouvernement mexicain a adopté une réglementation permettant aux banques de procéder à une authentification biométrique. D'autres banques veulent maintenant l'étendre à la reconnaissance faciale et à d'autres preuves d'existence plus sophistiquées.

Un autre défi pour le Mexique est de faire face aux difficultés d'identification des migrants affluant vers le Nord en provenance de toute l'Amérique latine.

"Différentes banques ont adopté des approches différentes, compliquant ainsi la perception par les migrants de fonds émanant des organisations d'aide internationale pendant leur séjour au Mexique", explique M. Casada. "Nous avons dû modifier notre réglementation pour autoriser les banques à utiliser des passeports nationaux émis par différents pays."

L'harmonisation des réglementations est la voie à suivre, a-t-il ajouté, soulignant comment les modifications visant à accepter les passeports étrangers dans le pays ont permis aux citoyens mexicains de franchir le cap du numérique et d'utiliser des services financiers à l'étranger également.

À la recherche de synergies

Au Brésil, les statistiques gouvernementales montrent qu'environ 85% à 90% de la population possède un document d'identité, indique Adriano Sekita, responsable de la banque centrale. Ce chiffre laisse néanmoins des millions de personnes encore sans pièce d'identité d'aucune sorte, qui n'ont donc pas accès aux services financiers ni à l'aide sociale.

M. Sekita note toutefois une augmentation, dernièrement, de l'offre de services financiers numériques au Brésil.

"Le nombre de banques numériques et de sociétés des technologies financières autorisées par la banque centrale a globalement augmenté", observe-t-il. Dans ce contexte, la connaissance client électronique et d'autres services donnant accès au monde numérique deviennent de plus en plus indispensables dans les banques locales et les établissements de services financiers.



Différentes banques ont adopté des approches différentes, compliquant ainsi la perception par les migrants de fonds émanant des organisations d'aide internationale pendant leur séjour au Mexique. ”

Antonio Casada

Vice-Président de la politique réglementaire, Commission nationale des valeurs mobilières des banques, Mexique



Le nombre de banques numériques et de sociétés des technologies financières autorisées par la banque centrale a globalement augmenté. ”

Adriano Sekita

Supervisor, Central Bank of Brazil

Les dernières réglementations permettent à de nouveaux types d'institutions de s'engager pleinement dans le secteur financier. Une concurrence plus forte et des produits financiers plus diversifiés se traduisent par une plus grande inclusion financière, selon M. Sekita.

Des liens plus forts sont nécessaires entre les régulateurs et les secteurs public et privé, tandis que la banque centrale doit encore améliorer son cadre de gouvernance, ajoute-t-il. "Nous ne nous sommes pas encore pleinement engagés dans des partenariats pour construire de nouvelles solutions de manière collaborative et n'avons pas encore bénéficié des synergies potentielles."

Le point de vue du secteur privé

Jorge Arbesu-Cardona, Vice-Président principal de Cyber and Intelligence Solutions chez Mastercard Amérique Latine, adopte une vision plus large, en soulevant la question de la normalisation d'une identité numérique mondiale et réutilisable. M. Arbesu-Cardona suggère d'y mettre des entrées de données normalisées semblables aux champs d'information que l'on trouve sur un passeport physique.

Les données des smartphones pourraient constituer une autre partie de la réponse – à supposer que les utilisateurs acceptent de partager et de valider leurs informations par une authentification biométrique plutôt que physique.

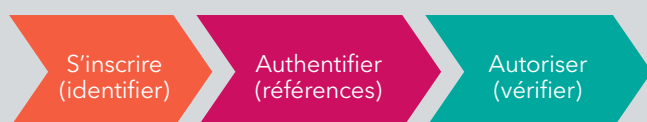
Mais comment les prestataires financiers peuvent-ils assurer la sécurité des données personnelles? Les entreprises expérimentées en matière de cryptage ont un rôle central à jouer dans la sécurisation de l'échange de données. Se voir confier les données des clients n'est pourtant pas tout à fait nouveau. Les grandes marques de cartes de crédit effectuent des milliards de transactions de ce type chaque jour, relève M. Arbesu-Cardona.

Le gouvernement du Panama, par exemple, s'est associé à Mastercard pour aligner l'acquisition de technologies sur les principales priorités numériques, du versement de programmes sociaux à la lutte contre le blanchiment d'argent (AML) en passant par des renseignements sur la criminalité financière. L'identité numérique regroupe toutes ces composantes pour ce pays de près de 4,5 millions d'habitants.

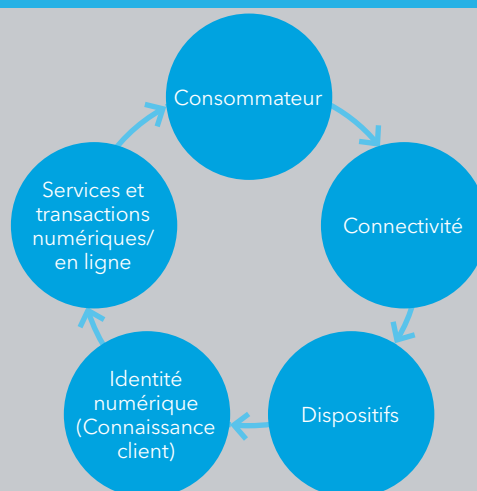
Malgré sa population relativement peu nombreuse, le Panama constitue une plaque tournante majeure pour le commerce international, les voyages et les migrations. Tout comme au Mexique, l'identité numérique sera essentielle pour garantir l'inclusion financière des nouveaux migrants, explique M. Arbesu-Cardona.

Les données des smartphones pourraient constituer une autre partie de la réponse.

Processus d'identification



Cercle d'exigences pour les transactions virtuelles



Source: Aperçu de l'identité numérique dans l'écosystème des TIC, UIT

Équilibre entre intégrité et inclusion

La facilité d'accès doit toujours être soigneusement évaluée à l'une des exigences procédurales complexes visant à protéger le système bancaire et financier dans son ensemble.

"Trouver un équilibre entre les besoins d'intégrité et d'inclusion est une question essentielle", déclare Fredes Montes, Spécialiste financier principal au Groupe de la Banque mondiale. Bien que ces deux considérations ne s'excluent pas mutuellement, l'une peut progresser au détriment de l'autre.

La boîte à outils de l'identité numérique que l'on trouve dans le [rapport](#) du G20 sur l'intégration de l'identité numérique, coordonnée par la Banque mondiale, devrait contribuer non seulement à concevoir des politiques nationales inclusives, mais aussi à les mettre en œuvre de manière pratique, avec une protection suffisante des consommateurs et une limitation des risques financiers, explique Fredes Montes.

Selon M. Casada, la boîte à outils aidera les autorités de toute l'Amérique latine à identifier les principaux aspects politiques nécessaires pour développer l'utilisation de l'identité numérique, devenant ainsi un "guide précieux pour trouver le bon équilibre".

Quelle que soit la manière dont les pays décident d'utiliser la boîte à outils, ajoute M. ArbesuCardona, "le pont entre l'adoption du numérique et l'inclusion financière sera une sorte d'identité numérique".

“ Trouver un équilibre entre les besoins d'intégrité et d'inclusion est une question essentielle. ”

Fredes Montes

Spécialiste financier principal, Groupe de la Banque mondiale

Note: Le présent article est basé sur une [table ronde](#) organisée dans le cadre du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

Accès à [l'enregistrement de la session](#).



Connaître son client par voie électronique: orientations sur l'acceptation de l'identité numérique

Les réglementations relatives à la connaissance du client sont conçues pour garantir que les fournisseurs de services financiers connaissent l'identité de leurs clients et les risques liés à la fourniture de services à différents clients et que les clients utilisent les services à des fins légitimes.

Les réglementations relatives à la connaissance client jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités criminelles.

Les utilisateurs étant de plus en plus nombreux à recourir à des services financiers en ligne, les outils de vérification de la connaissance client basculent eux aussi en ligne pour suivre la tendance.

Le Groupe d'action financière (GAFI), l'organisme mondial de surveillance de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,

Les outils de vérification de la connaissance client basculent eux aussi en ligne pour suivre la tendance.

a élaboré des orientations ne privilégiant aucune technologie, afin d'aider les gouvernements, les institutions financières, les fournisseurs de services financiers virtuels et d'autres entités réglementées à déterminer si un identifiant numérique est suffisant à des fins de connaissance client ou de diligence due. Les identités numériques, comme toute forme d'identification, doivent confirmer que vos clients sont bien ceux qu'ils prétendent être.

Une vérification numérique fiable

Selon le GAFI, la présence d'identités numériques fiables rend la vérification des clients individuels plus facile, moins chère et plus sûre. Elle aide également les fournisseurs à répondre aux exigences de suivi des transactions et évite en grande partie les risques d'erreur humaine.

“Nous soulignons les avantages de l'identification numérique en termes de réduction des coûts, d'augmentation de la commodité pour le consommateur, mais aussi pour le secteur privé, sans pour autant compromettre la sécurité”, déclare Shana Krishnan, analyste de politique au secrétariat du GAFI.

Les systèmes évoluant rapidement, le GAFI conseille aux gouvernements, aux institutions financières et aux autres parties prenantes de comprendre le niveau d'assurance possible avec chaque solution d'identification, puis d'évaluer la fiabilité de toute combinaison de technologie et de gouvernance pour surveiller les transactions et détecter les financements illicites.

L'approche basée sur le risque

Le GAFI met en garde contre une démarche universelle en termes de connaissance client, recommandant une approche fondée sur les risques, adaptant les mesures de connaissance client aux risques associés aux différents clients. “Une approche fondée sur les risques a un impact sur l'intensité et l'étendue des informations requises sur les clients et les transactions, ainsi que sur les mécanismes que nous mettons à l'œuvre pour garantir le respect de ces normes [GAFI]”, explique Shana Krishnan.

Selon le GAFI, les meilleurs systèmes peuvent à la fois renforcer l'obligation de s'informer sur les clients et élargir l'inclusion financière.

Les approches basées sur le risque ont pour but de s'assurer que les utilisateurs à faibles revenus ne sont pas exclus de l'accès aux services financiers – une approche trop rigide de l'obligation de s'informer sur le client et de la vérification électronique de la connaissance client pourrait effectivement exclure de nombreux clients potentiels de la banque et de la finance, souligne Fredes Montes, spécialiste financière principale au Groupe de la Banque mondiale (qui a le statut d'observateur du GAFI).



Nous soulignons les avantages de l'identification numérique en termes de réduction des coûts, d'augmentation de la commodité pour le consommateur, mais aussi pour le secteur privé, sans pour autant compromettre la sécurité.

Shana Krishnan

Analyste politique,
Secrétariat du GAFI



Partout, la croissance rapide des transactions financières numériques nécessite une meilleure compréhension de la manière dont les individus peuvent être identifiés et faire l'objet de vérification. Les pays adoptent des approches différentes en matière d'infrastructure relative à l'identité nationale et de réglementation sur la connaissance client électronique.



Pour en savoir plus sur le [GAFI](#).

Réglementation de la connaissance client électronique au Bangladesh

Le Bangladesh a adopté la reconnaissance biométrique de base des empreintes digitales et du visage, héberge les services financiers sur des serveurs locaux, et encourage l'authentification à deux ou plusieurs facteurs ainsi que l'utilisation de la signature électronique.

"Au Bangladesh, les principes directeurs de la réglementation relative à la connaissance client numérique préconisent une approche basée sur le risque et le seuil", explique Masud Rana, Codirecteur de la cellule de renseignement financier du Bangladesh.

Le gouvernement a récemment lancé Porichoy, qui permet aux organisations financières, aux entreprises électroniques, aux sociétés de technologie financière (fintech) et aux entités gouvernementales d'ouvrir le monde numérique à leurs clients ou partenaires via une interface de programmation d'applications instantanée.

Alors que la base de données d'identité nationale n'est accessible qu'aux institutions financières et aux agences gouvernementales, Porichoy est ouvert à toutes les agences gouvernementales, aux banques, aux institutions financières et aux sociétés des technologies financières, explique M. Rana.

Avec des produits et services relativement limités, le pays n'a pas besoin d'une réglementation sur la connaissance client électronique très étendue. Mais la flexibilité est essentielle pour assurer l'inclusion financière.

«Si une personne n'a pas de carte d'identité ou d'identité numérique, elle peut obtenir un certificat auprès du service public et ouvrir un compte à faible risque», explique M. Rana.



Si une personne n'a pas de carte d'identité ou d'identité numérique, elle peut obtenir un certificat auprès du service public et ouvrir un compte à faible risque.

Masud Rana

Codirecteur, Unité du renseignement financier du Bangladesh

Réglementation relative à la connaissance client électronique en Jordanie

Le Gouvernement jordanien a commencé à mettre sur pied une solution d'identité numérique unifiée, afin de donner à tous une identité fiable et vérifiable servant à de multiples services, et pas uniquement dans le secteur financier, explique Mohammed Al-Duwaik, responsable des services financiers numériques à la Banque centrale de Jordanie.

“Toute identité approuvée par le gouvernement sera plus solide et plus fiable pour les institutions financières qu’une identité non approuvée par le gouvernement”, a déclaré M. Al-Duwaik.

Bien que la réglementation jordanienne encourage également une approche fondée sur le risque, “chaque institution financière, compte tenu de ses différences, doit comprendre ses propres produits et clients”, explique M. Al-Duwaik.

La Banque centrale de Jordanie permet aux prestataires de services de trouver des solutions aux risques, puis de se tourner vers le régulateur si nécessaire pour obtenir des conseils supplémentaires. Chaque institution financière doit s’assurer qu’elle connaît ses clients et que ces derniers ont répondu aux questions pertinentes et fourni les documents appropriés.



Toute identité approuvée par le gouvernement sera plus solide et plus fiable pour les institutions financières qu’une identité non approuvée par le gouvernement. ”

Mohammed Al-Duwaik

Responsable des services financiers numériques, Banque centrale de Jordanie



Remarque: Le présent article est basé sur une table ronde organisée dans le cadre du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

Accès à l'enregistrement de la session.



Défis et approches politiques en matière de technologies financières innovantes

Qu'il s'agisse de régler les comptes entre amis après des vacances en groupe ou d'acheter des produits alimentaires en ligne, les paiements numériques et les systèmes bancaires ouverts changent la façon dont les paiements sont effectués.

Les innovations en matière de technologies financières (fintech) recèlent le potentiel de rendre les services financiers plus sûrs, plus pratiques et plus abordables.

À présent que la pandémie de COVID-19 a accéléré le passage aux paiements numériques, les autorités chargées de superviser les services financiers et les technologies numériques doivent s'entendre afin de mettre en place des cadres politiques proactifs, stratégiques et inclusifs applicables à des services qui évoluent rapidement.

Les innovations en matière de technologies financières recèlent le potentiel de rendre les services financiers plus sûrs, plus pratiques et plus abordables.

Par-delà les banques

Auparavant, les paiements étaient intégrés dans des offres de service bancaires. Aujourd'hui, des produits de paiement isolés sont proposés par de nouveaux acteurs des technologies financières et pas uniquement des banques, a fait remarquer Dorothée Delort, Spécialiste principale de l'infrastructure financière au [Groupe de la Banque mondiale](#), lors d'une [table ronde](#) à l'occasion du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI).

"Grâce à des innovations telles que les portefeuilles électroniques, les super-applications associées à un paiement rapide, les API (interfaces de programmation d'applications) et d'autres technologies, les consommateurs trouvent plus pratique et moins coûteux d'effectuer et de recevoir des paiements numériques tout en bénéficiant d'une expérience utilisateur plus fluide", a-t-elle déclaré.

Les comptes prépayés et les portefeuilles électroniques ont également changé la façon dont les services de paiement sont liés. "La monnaie électronique, révolutionnaire en soi, a conduit à la création d'un nouvel instrument de paiement, la transaction en monnaie électronique, plus à même de répondre aux besoins de certains segments de clientèle."

Plus important encore, la monnaie électronique a ouvert le marché des services de paiement à des institutions non bancaires et à différents modèles économiques, a ajouté Mme Delort.

Les paiements rapides sont apparus comme une aubaine pour les commerçants, permettant un règlement immédiat des produits vendus via le commerce en ligne et les réseaux sociaux, sans qu'il soit nécessaire d'intégrer des passerelles de paiement coûteuses.

Une autre innovation, la technologie du code QR (code à réponse rapide), "tire parti du téléphone mobile à la fois comme dispositif d'initiation de paiement et comme dispositif d'acceptation de transaction", a déclaré Mme Delort.

Mais pour que le système des codes QR se développe, il est important que les fournisseurs de services financiers numériques jettent les bases de l'interopérabilité, Mme Delort notant que les lacunes en matière d'interopérabilité entravent le développement de la plupart des systèmes QR.



Grâce à des innovations telles que les portefeuilles électroniques les consommateurs trouvent plus pratique et moins coûteux d'effectuer et de recevoir des paiements numériques...

Dorothée Delort

Spécialiste principale de l'infrastructure financière, Groupe Banque mondiale

Enjeux pour les banques centrales

Les paiements peuvent également être une source de données, que les banques comme les sociétés de technologie financière peuvent utiliser pour se différencier de leurs concurrentes et proposer des produits et services connexes.

Mais elles ne sont pas les seules – des entreprises technologiques mondiales de premier plan sont elles aussi entrées dans le secteur des paiements. Si Mme Delort admet que leur arrivée accroît la concurrence et élargit l'écosystème, elle souligne également l'importance de prendre en compte les risques de concentration accrue et de position dominante sur le marché ainsi que l'émergence d'un oligopole.

De telles évolutions posent également des questions délicates aux banques centrales, qui sont les principales autorités de surveillance, de régulation, de supervision et les catalyseurs des changements dans les systèmes de paiement, a-t-elle ajouté. Par exemple, il convient d'examiner attentivement les monnaies électroniques et leur impact potentiel sur le secteur financier.

Les banques centrales s'activent en modifiant leurs procédures de surveillance et de contrôle pour s'adapter aux paiements rapides.

Dans un contexte d'innovation et de concurrence exacerbées, les banques renforcent également leur cyberrésilience et s'efforcent de garantir la protection des consommateurs et des données.

Mme Delort a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination et de maintenir des cadres réglementaires équilibrés, fondés sur le risque qui favorisent l'innovation. "L'infrastructure sectorielle est également essentielle pour l'innovation et les gains d'efficacité soutenus", a-t-elle déclaré.



L'infrastructure sectorielle est également essentielle pour l'innovation et les gains d'efficacité soutenus.

Dorothée Delort

Spécialiste principale de l'infrastructure financière, Groupe Banque mondiale

Accès à la banque ouverte

La banque ouverte permet à des tiers d'utiliser des API ouvertes afin de développer des applications et des services financiers autour des institutions financières, les tiers comprenant des entreprises telles que les initiateurs de paiement et les fournisseurs de services d'information sur les comptes. Les agrégateurs de données sont également apparus récemment en tant que "fournisseurs de services de quatrième partie", a noté Fredes Montes, Spécialiste financière principale du Groupe de la Banque mondiale.

Les API ouvertes sont devenues la méthode classique de prise en charge de la banque ouverte, mais elles peuvent être coûteuses à déployer et manquer de flexibilité pour répondre aux besoins de certaines institutions.

Selon Mme Montes, les banques qui souhaitent prendre en charge des services bancaires ouverts doivent développer une infrastructure API, mais cela demande du temps et des ressources. La technologie financière, bien que moins soumise aux contraintes réglementaires, peut présenter un risque de conformité. La mise en place de mécanismes de consentement des consommateurs est un autre domaine délicat à explorer.

L'accès à la banque ouverte doit être organisé, structuré et sécurisé, avec des principes de gouvernance globale clairs, a-t-elle déclaré, ajoutant que les réglementations et les normes peuvent aider à harmoniser les données collectées auprès de différentes entités.

Toutefois la banque ouverte fait naître de nouvelles interrogations concernant la surveillance et la coordination, l'établissement de droits d'accès clairs pour les fournisseurs tiers et l'accréditation des fournisseurs de quatrième partie, a noté Mme Montes. "Comment les autorités vont-elles gérer tous ces flux de données en termes de partage, de stockage et de sécurité?"

Mme Montes a souligné que la confidentialité des données était un autre facteur tout aussi crucial. Les autorisations multiples pourraient accroître les préoccupations concernant des distorsions cachées et le risque potentiel d'exclusion des groupes et individus mal desservis.



Comment les autorités vont-elles gérer tous ces flux de données en termes de partage, de stockage et de sécurité? ”

Fredes Montes

Spécialiste financière principale, Groupe Banque mondiale



Mégadonnées, apprentissage automatique, protection des données et respect de la vie privée

Lisez le rapport du Groupe de travail sur la sécurité, l'infrastructure et la confiance du Colloque sur l'Initiative FIGI.



Télécharger [ici](#).

Remarque: Le présent article est basé sur une table ronde organisé dans le cadre du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière, 2021 (FIGI).

Accès à [l'enregistrement de la session](#).

Pour les réseaux à bord de véhicules à l'ère de la 6G

ITU Journal

FREE | FAST | FOR ALL

*Les technologies futures et
les technologies en évolution*

Soumettez votre contribution au plus tard le 30 septembre 2021

***Téléchargez les derniers
articles (uniquement
en anglais):***

Favoriser la communication
moléculaire via la
chiralité des énantiomères
– [Download](#)

Conception assistée par ordinateur
au service du raccordement
analogique hertzien des systèmes de
communication cellulaires B5G – [Download](#)

Découverte de dispositif à dispositif basée sur le regroupement
et fourniture de contenus sur les réseaux sans fil – [Download](#)

Techniques de communication en continu de l'informatique
en nuage sur mobile: enquête – [Download](#)



Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le Journal
de l'UIT et comment y contribuer.

Rejoignez la communauté en ligne de l'UIT sur le support de votre choix

Une réglementation efficace au service de la transformation numérique

Par Doreen Bogdan-Martin, Directrice du [Bureau de développement des télécommunications de l'UIT](#)

Quel bilan dresser après plus d'un an de travail et d'apprentissage à domicile?

Pour certains de mes amis, cette année se traduit par une amélioration de leurs compétences culinaires grâce à des didacticiels en ligne, l'acquisition de nouvelles compétences dans le domaine des technologies numériques ou simplement par le fait de passer plus de temps avec leur famille proche. Pour moi, c'est un peu tout cela à la fois, et un bureau rempli d'arrière-plans de webinaires virtuels issus des nombreux programmes et initiatives formidables organisés par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et ses partenaires.

Une chose est sûre: rien de tout cela n'aurait été possible sans le travail rapide et efficace des régulateurs mondiaux des technologies de l'information et de la communication (TIC). Lorsque la pandémie s'est déclarée l'année dernière, j'ai travaillé directement avec nombre d'entre eux dans le cadre de la plate-forme [#REG4COVID](#) afin de garantir la résilience mondiale et de maintenir les réseaux opérationnels malgré l'augmentation soudaine de la demande.

Mais la solidité des réglementations est importante à tout moment, et pas seulement en temps de crise. À l'heure de la transformation numérique, plus que jamais, la réglementation doit être pratique, proportionnée et adaptée à son objet. L'édition de cette année du Colloque était axée sur un thème essentiel à long terme: "La réglementation au service de la transformation numérique - Promouvoir une connectivité, un accès et une utilisation ouverts à tous".

Mme Mercy Wanjau, Directrice générale par intérim de l'Autorité des communications du Kenya, a présidé le GSR-21 et la consultation associée sur les [lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-21](#) pour les régulateurs des télécommunications de l'information et de la communication.

En dirigeant ces discussions essentielles, elle a apporté un éclairage unique sur le rôle des régulateurs pour assurer une transformation numérique



À l'heure de la transformation numérique, la réglementation doit être pratique, proportionnée et adaptée à son objet. ”

Doreen Bogdan-Martin

Directrice, Bureau de développement des télécommunications de l'UIT

inclusive. Selon les [critères de référence pour la réglementation de cinquième génération](#) de l'UIT, les cadres réglementaires collaboratifs, harmonisés et tournés vers l'avenir du Kenya placent le pays sur la voie de la réglementation de cinquième génération (G5).

Leadership axé sur la collaboration

Les discussions du GSR-21 ont mis en évidence la nécessité d'un leadership et d'approches axés sur la collaboration pour s'assurer que chacun puisse faire confiance au monde du numérique; mettre en place la connectivité et les instruments réglementaires nécessaires à la transformation numérique, financer une connectivité abordable, garantir l'efficacité des accès et des utilisations ainsi que la sûreté de l'inclusion numérique, et instaurer des partenariats favorables à la transformation numérique.

Mme Wanjau a également piloté un nouveau format tout à fait dans l'ère du temps. Cette année, le GSR a consisté en plusieurs manifestations interconnectées, organisées en vue de faciliter les débats sur les perspectives, les difficultés et les solutions novatrices dans le domaine de la réglementation, au niveau régional dans un premier temps, avant les principales sessions mondiales en juin. Ce nouveau format visait à favoriser l'inclusion et à accroître la participation de la communauté mondiale des régulateurs aux débats essentiels qui avaient fait du GSR une plateforme si importante depuis 2000.

Outre son rôle clé en tant que région au GSR-21, l'Afrique est également prête à accueillir la prochaine Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), l'organe de décision suprême du Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'UIT qui oriente le cours de nos activités à l'horizon des quatre prochaines années. Les discussions sur la réglementation sont pleinement intégrées dans les préparatifs de la CMDT, le traditionnel débat des hautes personnalités formant une étape dans le cadre de notre initiative [En route pour Addis](#), du nom donné à la préparation de notre manifestation phare, la Conférence mondiale de développement des télécommunications.

Réglementation: l'Afrique en ligne de mire

En fait, le marché de la réglementation en Afrique évolue plus que dans toute autre région du monde. Selon le dernier [rapport](#) de l'UIT, "Tendances dans le domaine du numérique en Afrique", près des deux tiers des pays africains disposent aujourd'hui d'une politique nationale globale ou d'un plan directeur en matière de TIC, contre un peu plus d'un tiers il y a cinq ans.

Si les politiques réglementaires adéquates sont mises en place, l'Afrique peut créer des certitudes, réaliser des économies d'échelle et attirer des investissements massifs dans les infrastructures. Une telle évolution serait une bonne nouvelle pour les plus de 70% d'Africains qui n'utilisent toujours pas l'Internet, faute de moyens financiers, de compétences ou d'un accès fiable.



Ce nouveau format visait à favoriser l'inclusion et à accroître la participation de la communauté mondiale des régulateurs aux débats essentiels qui avaient fait du GSR une plateforme si importante depuis 2000.



Au-delà de la mise en évidence des défis communs, le Colloque a offert un cadre unique pour construire et renforcer les ponts interrégionaux conformément aux priorités de l'Union européenne et de l'Union africaine.

Approches régionales harmonisées

La [table ronde régionale des régulateurs pour l'Europe et l'Afrique du GSR-21](#), qui s'est tenue virtuellement le 14 avril, a rassemblé une trentaine d'intervenants, issus principalement d'associations régionales et nationales de régulateurs, et a attiré plus de 560 participants. Au-delà de la mise en évidence des défis communs, le colloque a fourni un cadre unique pour construire et renforcer les ponts interrégionaux conformément aux priorités de l'Union européenne et de l'Union africaine.

L'harmonisation des approches réglementaires a servi à accélérer la transformation numérique en Europe. Les pays membres et non membres de l'UE ont commencé à créer les conditions permettant d'attirer les investissements pour une connectivité efficace. Cela suppose de préserver la concurrence tout en favorisant l'innovation dans le domaine des TIC, même en période de COVID-19. L'Europe est devenue une source d'inspiration pour de nombreuses autorités de régulation, et je voudrais inviter chacun à redoubler d'efforts pour construire des ponts numériques entre l'Afrique et l'Europe, ainsi qu'avec d'autres régions.

Les dialogues régionaux sur la réglementation se sont poursuivis d'avril à juin (pour en savoir plus, voir l'article suivant), enrichis par un nouveau [rapport et des études de cas par pays](#) au titre de l'initiative #REG4COVID, ainsi que par une nouvelle étude sur le [financement de l'accès et des services universels](#).

Un engagement continu

Ces discussions essentielles nous guident, alors que nous cherchons à mieux reconstruire le monde d'après la pandémie. J'invite tout le monde à nous rejoindre dans cette grande aventure. Ce n'est qu'en réfléchissant et en travaillant ensemble que nous trouverons des solutions à ces défis difficiles et pourtant communs.



Le marché de la réglementation en Afrique évolue plus que dans toute autre région du monde.





GSR-21: relever les défis mondiaux à l'échelle régionale

Même si les problèmes évoqués sont souvent mondiaux, comme la pandémie de COVID-19 ou la fracture numérique mondiale, chaque région doit faire face à des défis bien distincts pour y remédier. La réglementation des technologies de l'information et de la communication (TIC) ne fait pas exception à la règle.

En amont du dernier Colloque mondial des régulateurs (GSR-21), des experts régionaux se sont réunis pour discuter des défis réglementaires et économiques spécifiques et identifier les grandes priorités en matière de réglementation au niveau régional. Ces discussions ont servi de base aux [Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-21](#) publiées à la fin juin.

Ce même mois ont également eu lieu des manifestations spéciales sous forme de tables rondes des régulateurs régionaux et de dialogues économiques régionaux dans trois grandes régions du monde.

En amont du dernier Colloque mondial des régulateurs (GSR-21), des experts régionaux se sont réunis pour discuter des défis réglementaires et économiques spécifiques et identifier les grandes priorités en matière de réglementation au niveau régional.

Voici certains des résultats obtenus au niveau régional:

États arabes

La table ronde des régulateurs régionaux pour les États arabes a mis en évidence une réglementation issue de la collaboration pour une connectivité inclusive – “la réglementation de cinquième génération” – et pris note des principaux résultats d’un nouveau rapport, [Politique, réglementation et analyse en matière de concurrence des TIC dans l’environnement des applications numériques pour les régions des États arabes et de l’Afrique](#). Ce rapport recense les problèmes traditionnellement liés à la réglementation de même que les incidences de la transformation numérique dans la région, tout en donnant des orientations sur la voie réglementaire à suivre. Il comprend une liste de contrôle complète des nouvelles priorités réglementaires et plusieurs recommandations en vue d’une action régionale.

Le dialogue économique régional a mis en lumière les aspects économiques et financiers ainsi que des modèles pour l’écosystème numérique émergent. Les participants ont discuté des progrès accomplis sur le plan des stratégies réglementaires en matière de détermination des coûts et de tarification des services numériques, partagé des données d’expérience dans les pays les moins avancés (PMA) et examiné les politiques, réglementations et approches économiques clés pour la transformation numérique dans la région.

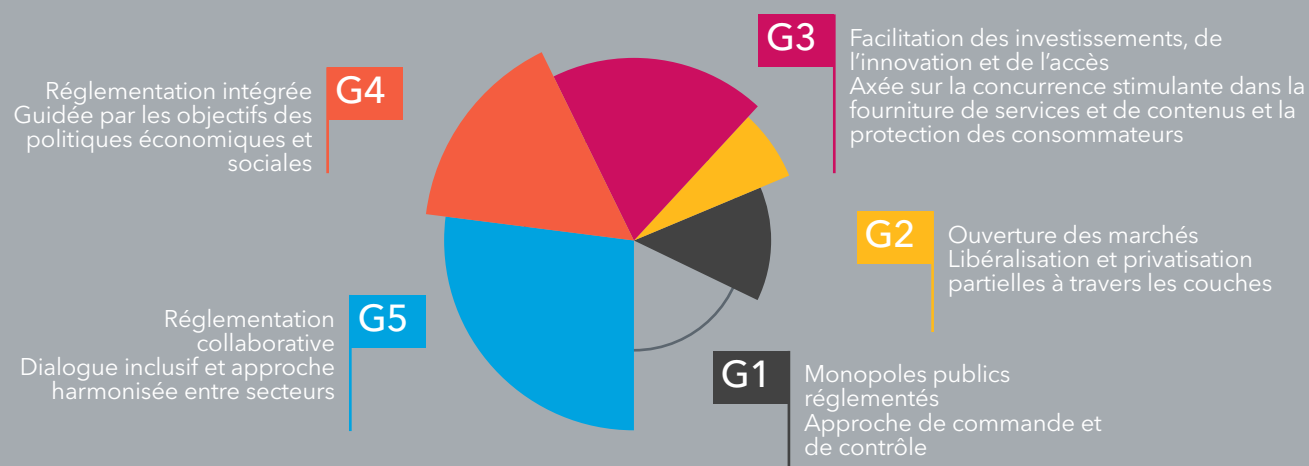
Asie-Pacifique

Les sessions de la table ronde des régulateurs et du dialogue économique pour l’Asie et le Pacifique étaient axées sur les Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR, le renforcement de la réglementation pour financer l’infrastructure numérique ainsi que l’accès et le recours au numérique, la [réglementation collaborative de cinquième génération](#), les

La table ronde des régulateurs régionaux pour les États arabes a mis en évidence une réglementation issue de la collaboration pour une connectivité inclusive.

Les sessions de la table ronde des régulateurs et du dialogue économique pour l’Asie et le Pacifique étaient axées sur les Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR.

Cinq générations de réglementations



mesures d'encouragement pour promouvoir des services TIC abordables en encourageant les investissements dans une connectivité efficace, les approches économiques et financières de l'écosystème numérique, les partenariats efficaces pour améliorer la connectivité et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 de même que les politiques et réglementations pour les technologies essentielles du futur.

Lors d'une table ronde en date du 8 juin, les responsables et hauts responsables des autorités nationales de régulation et ministères des TIC ont abordé les défis en matière de politique et de réglementation régionales. Au cours d'une autre session, les Membres du Secteur du développement des télécommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT) se sont exprimés ouvertement avec les milieux universitaires sur les problèmes rencontrés par le secteur des TIC, notamment en matière de connectivité.

Communauté des États indépendants

Les réglementations doivent suivre le rythme de l'innovation dans le secteur des TIC et la pandémie de COVID-19 ne fait qu'accélérer cette tendance. Pour que les pays puissent combler cet écart, les participants de la région de la Communauté des États indépendants (CEI) sont convenus que les décideurs doivent comprendre la nature mondiale des progrès technologiques, autrement dit qu'ils doivent échanger en permanence sur les bonnes pratiques réglementaires. Les politiques et réglementations nationales demeurent cependant essentielles pour établir des mécanismes efficaces.

Les sessions de la table ronde des régulateurs et du dialogue économique pour la région de la CEI ont porté sur les générations successives de réglementation des TIC, ont fourni un aperçu des outils de réglementation numériques, ont mis en évidence les politiques économiques applicables ainsi que les méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC et présenté les principaux rapports et publications du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT sur l'économie et la finance dans le domaine des télécommunications et des TIC.

Les pays de la CEI ont échangé les bonnes pratiques en matière de réglementation et informé des discussions à venir dans le secteur du développement de l'UIT.

Les régions ont besoin d'une vue d'ensemble

Les discussions menées par les six régions de l'UIT à travers le monde ont abouti aux sessions principales du GSR-21 tenues du 21 au 25 juin.

Les sessions de la table ronde des régulateurs et du dialogue économique pour la région de la CEI ont porté sur les générations successives de réglementation des TIC.



Cartographie des infrastructures TIC et de l'inclusion financière au Mexique

Par **Vladimir Daigle**, Administrateur de programme, Infrastructure TIC, [UIT](#)

Pouvez-vous imaginer ce que serait la vie sans compte bancaire? C'est pourtant la réalité quotidienne de plus d'1 milliard d'adultes "non bancarisés" dans le monde.

L'accès aux comptes de transaction ouvre la voie à une inclusion financière plus large, ce qui signifie que les particuliers et les entreprises peuvent effectuer des transactions financières de façon plus efficace et plus sûre. Il peut s'agir d'accéder plus facilement aux fonds, de réaliser des paiements de manière plus sécurisée, d'établir un crédit, d'accumuler de l'épargne, d'investir dans l'avenir ou d'absorber les chocs économiques.



L'interface des cartes des infrastructures TIC et de l'inclusion financière est une application Web interactive, élaborée entièrement sur la base de logiciels, d'outils et de services de cartographie en ligne à code source ouvert*.

Quel que soit l'objectif financier, le fait d'accéder à un compte de transaction est une première étape nécessaire pour participer à l'économie numérique et constitue un élément incontournable du développement numérique.

Le suivi en la matière ainsi que d'autres formes d'inclusion financière est devenu plus facile au Mexique. Grâce à [une nouvelle carte interactive*](#) construite à l'aide d'outils à code source ouvert, il est désormais possible d'identifier les lacunes et de repérer les principaux obstacles à la connectivité financière dans le pays.

Construite sur les [cartographies du large bande de l'UIT](#), l'interface des cartes contient une série de couches qui peuvent être utilisées pour analyser l'inclusion financière aux échelles municipale et nationale. Elle contient également une variété de sources montrant combien la connectivité aux services financiers varie d'un pays à l'autre.

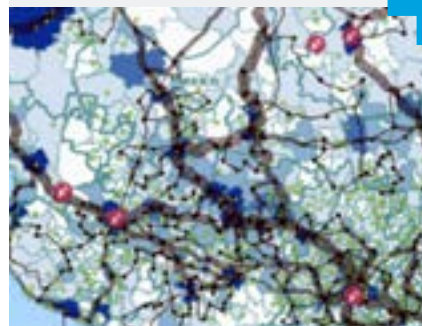
**DÉNI DE RESPONSABILITÉ: Les appellations employées dans la présente carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'UIT et du Secrétariat de l'UIT, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.*



Le suivi en la matière ainsi que d'autres formes d'inclusion financière est devenu plus facile au Mexique. ”

Vladimir Daigle

Administrateur de programme,
Infrastructure TIC,
UIT



Cartographie de l'inclusion financière au Mexique



Vous trouverez [ici](#) un guide qui vous expliquera étape par étape comment utiliser les cartes.

Cartographie des lacunes et des possibilités: collaboration intersectorielle sur le terrain

Cet outil interactif conçu pour soutenir l'analyse géospatiale de l'inclusion financière a été développé en étroite collaboration avec l'Institut fédéral des télécommunications (IFT) du Mexique.

Selon Juan Carlos Hernandez Wocker, Coordonnateur général des Affaires internationales à l'IFT, l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI) a permis à plusieurs autorités mexicaines de travailler ensemble pour collecter les informations nécessaires à l'élaboration de la carte, soulignant ainsi l'importance de la collaboration intersectorielle.

"Grâce à la collaboration intersectorielle, il sera possible de continuer à œuvrer en faveur de l'inclusion financière numérique et ainsi de contribuer au bien-être de l'ensemble de la population, en particulier des groupes vulnérables, au travers de la construction, de la consultation, de l'interprétation et de l'analyse des informations géographiques et statistiques géoréférencées qui faciliteront le processus de prises de décisions en ce qui concerne les politiques publiques et les services numériques" a-t-il précisé.

Et ce dernier d'ajouter que, conformément à son programme de travail annuel, l'IFT continuera de collaborer avec l'UIT pour "encourager le développement et l'utilisation efficace des infrastructures dans les secteurs des télécommunications et de la radiodiffusion".



Grâce à la collaboration intersectorielle, il sera possible de continuer à œuvrer en faveur de l'inclusion financière numérique. ”

Juan Carlos
Hernandez Wocker

Coordonnateur général des
Affaires internationales
IFT, Mexique

Un pas de plus vers l'inclusion financière universelle

L'inclusion financière joue un rôle essentiel en faveur du recul de la pauvreté et de la croissance inclusive. Elle repose sur l'accès aux infrastructures TIC.

L'inclusion financière universelle est la principale aspiration de l'[Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière \(FIGI\)](#). Conjointement menée par l'UIT, le Groupe de la Banque mondiale et le Comité sur le paiement et les infrastructures de marché, avec le soutien de la Bill & Melinda Gates Foundation, l'Initiative FIGI est un programme triennal d'action collective visant à faire avancer les travaux de recherche sur les services financiers numériques et à accélérer l'inclusion financière numérique.

Une partie du mandat de l'UIT dans le cadre de l'Initiative FIGI consiste à fournir des [solutions de mise en œuvre](#), y compris des analyses thématiques approfondies et des enquêtes pratiques, toutes visant à atteindre l'objectif de l'accès financier universel.

Au-delà du Mexique, l'initiative finance actuellement des mises en œuvre nationales en Chine et en Égypte.

Davantage de solutions d'inclusion financière en provenance de l'UIT

Restez à l'écoute des futurs développements de l'équipe de l'UIT qui travaille sur l'inclusion financière numérique, dont une application SIG bêta pour mettre en œuvre le concept d'un indice de connectivité financière et un outil d'estimation des coûts pour le déploiement du réseau.

Devraient également voir le jour des indicateurs d'inclusion financière géoréférencés pour soutenir les décisions en matière d'infrastructure TIC et créer un impact plus grand sur le terrain.

Des solutions telles que le Guide pour la cartographie des infrastructures TIC et de l'inclusion financière au Mexique sont développées par le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT ([UIT-D](#)) de manière à pouvoir être utilisées facilement par d'autres membres de l'UIT pour assurer une connectivité fiable pour tous.



Améliorer l'inclusion financière grâce aux paiements électroniques

La crise du COVID-19 a changé la façon dont les gens effectuent leurs transactions au quotidien. Cependant, dans un système dynamique qui repose sur des applications et des services sécurisés, les experts s'efforcent d'équilibrer la sécurité des paiements électroniques avec la nécessité d'inclure toutes sortes d'utilisateurs, soit tous les groupes socio-économiques.

Dans de nombreux pays en développement, de larges segments de la société sont jusqu'à présent restés largement exclus des avantages que procurent les comptes bancaires et autres services financiers. Les paiements électroniques – et les opportunités intéressantes pour les utiliser – sont un élément clé du puzzle lorsqu'il s'agit d'inclure les petits commerçants et les consommateurs dans le système financier formel.



Lire le [rapport concernant les incitations](#) à l'acceptation des paiements électroniques rédigé par le Groupe de travail de l'Initiative FIGI sur le sujet sous la direction du Groupe de la Banque mondiale.

Les intermédiaires de paiement électronique – tels que les facilitateurs de paiement, les agrégateurs de factures et les passerelles de paiement – traitent les paiements sur un éventail de canaux bien plus large que ce qui existait auparavant. Les smartphones et les sites web de commerce électronique sont aujourd'hui les principaux canaux de paiement pour les petites entreprises ou les clients d'aujourd'hui.

Opportunité de croissance

Plus les commerçants adopteront ces outils, plus les consommateurs seront nombreux à passer aux paiements électroniques. Selon un [rapport de la Banque mondiale de 2020](#), les paiements effectués par des particuliers à destination des micro, petits et moyens détaillants sont estimés à 18 800 milliards de dollars dans le monde, mais seulement 37% sont réalisés par voie électronique. Pour la plupart des pays, cela représente une opportunité inexploitée.

Une [étude](#) commandée par Visa révèle qu'au Mexique l'acceptation des paiements électroniques a considérablement amélioré la vie et les moyens de subsistance des propriétaires de micro et petites entreprises. Sur les 750 propriétaires interrogés durant la pandémie de COVID-19, les trois quarts environ ont annoncé une augmentation de leurs revenus mensuels et des dépenses des clients, a déclaré Amina Tirana, responsable Social Impact, Policy & Measurement chez Visa, lors du Colloque sur l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière ([FIGI](#)). "Parmi les entreprises qui ont enregistré une croissance, les revenus mensuels moyens ont augmenté de 22% depuis l'acceptation des paiements numériques."

Ces entreprises ont trouvé dans les intermédiaires tels que les facilitateurs de paiement des solutions adaptées à leurs besoins et, pour les trois quarts d'entre eux, c'était la toute première fois qu'ils acceptaient les paiements électroniques. Amina Tirana a par ailleurs ajouté que les plates-formes de paiement sécurisées étaient de plus en plus généralisées et faciles à

utiliser, ce qui incitait les entreprises à recommander les paiements électroniques à leurs pairs. Plus d'un tiers des entreprises sondées ont considéré les paiements électroniques comme impératifs pour leur résilience et leur reprise après le COVID-19.



Parmi les entreprises qui ont enregistré une croissance, les revenus mensuels moyens ont augmenté de 22% depuis l'acceptation des paiements numériques.

Amina Tirana

Responsable Social Impact,
Policy & Measurement, Visa

Accès mobile

L'accès à des téléphones portables bon marché a poussé davantage de commerçants vers les paiements électroniques, attirant même des petits vendeurs non bancarisés.

Avec plus de 1,2 milliard de comptes enregistrés et 300 millions de comptes actifs mensuels dans le monde, les fournisseurs d'argent mobile ont contribué de manière significative aux mesures prises face au COVID-19 sur de nombreux marchés, selon le [rapport 2021 sur la situation du secteur concernant l'argent mobile](#) publié par la GSM Association, une association sectorielle représentant les intérêts des opérateurs de réseaux mobiles. La valeur des paiements effectués par les commerçants par le biais de l'argent mobile a augmenté de 43% l'année dernière, contre 28% l'année précédente.

"Le modèle commercial de paiement en tant que plate-forme pour les fournisseurs d'argent mobile a débouché sur un nouvel écosystème d'acceptation dans l'espace mobile, qui repose sur une gamme d'intermédiaires pour assurer un traitement sans friction sur plusieurs plates-formes", a déclaré Ashley Olson Onyango, responsable Inclusion financière et AgriTech pour l'équipe de la GSMA Mobile for Development.

Le secteur doit évaluer en permanence les risques posés par les paiements électroniques. Ce sont souvent des risques liés à l'exploitation, tels que "des défaillances ou des retards technologiques qui peuvent entraîner des retards de règlement et des retards de transaction", a noté Onyango.

La cybersécurité et la prévention de la fraude sont essentielles pour instaurer une confiance à grande échelle. Une diligence due supplémentaire est requise pour se conformer aux réglementations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Mais en même temps, la facilité d'accès pour les clients et les commerçants est un élément primordial, au même titre que l'assurance de comptes de transaction sécurisés et du droit de recours en cas de problème.

"Les commerçants veulent un accès immédiat à leurs fonds et les consommateurs veulent des remboursements immédiats en cas de litige" a déclaré Syed Sohail Javaad, Directeur du Département des systèmes de paiement de la Banque centrale du Pakistan.



Les commerçants veulent un accès immédiat à leurs fonds et les consommateurs veulent des remboursements immédiats en cas de litige.

Syed Sohail Javaad

Directeur, Département des systèmes de paiement,
Banque centrale du Pakistan



Le rapport de la GSMA sur la situation du secteur examine la manière dont le secteur des transactions financières sur mobile a accueilli les perturbations et renforcé sa résilience au cours de cette dernière année.



Pour en savoir plus,
cliquez [ici](#).

Questions sur la réglementation

Le futur système de paiements électroniques du Pakistan, Raast, propose des transactions de personne à commerçant. Le système devant être déployé l'année prochaine, la banque centrale réfléchit aux moyens d'autoriser et d'enregistrer les intermédiaires de paiement électronique. "Le timing est très important", a déclaré Javaad. "Commençons-nous à les enregistrer ou à les autoriser au stade initial, ou devons-nous attendre et laisser leur entreprise se développer et atteindre un certain seuil?"

Les régulateurs travaillent avec le secteur des paiements pour trouver un équilibre approprié entre les contrôles réglementaires et les opportunités pour les intermédiaires de paiement électronique d'entrer sur le marché et d'innover. Une approche durable encouragerait l'investissement et l'innovation, tout en tenant compte de remaniements constants pour répondre aux besoins fluctuants des commerçants et des clients, a déclaré Tirana.

La facilité d'accès pour les utilisateurs appelle également à l'interopérabilité entre les intermédiaires – "mais avec seulement la quantité d'informations nécessaire", a-t-elle ajouté en soulignant l'importance de la sécurité et de la confidentialité.

Ahmed Faragallah, Expert principal du secteur financier du Groupe de la Banque Mondiale, a présenté les trois grandes approches adoptées par les banques centrales pour réglementer les intermédiaires. Premièrement, les règlements peuvent être délivrés directement aux intermédiaires. Deuxièmement, lorsque les mécanismes de paiement octroient des licences à des intermédiaires qui satisfont à certaines exigences, les régulateurs peuvent évaluer l'adéquation de ces exigences et demander des modifications, le cas échéant. "La troisième approche est celle où le régulateur applique la réglementation à l'acquéreur et traite ensuite avec les intermédiaires en tant que service externalisé de l'acquéreur", a-t-il expliqué.

Selon Faragallah, les institutions d'externalisation sont responsables des actions des prestataires de services externalisés. À ce titre, et dans le cadre du troisième scénario, l'acquéreur – les banques de même que les acteurs non bancaires – soumet les intermédiaires à une procédure de diligence due rigoureuse. Javaad a évoqué la possibilité d'une approche hybride, qui pourrait intégrer différents éléments réglementaires selon les besoins de chaque pays.



La troisième approche est celle où le régulateur applique la réglementation à l'acquéreur et traite ensuite avec les intermédiaires en tant que service externalisé de l'acquéreur. ”

Ahmed Faragallah

Expert principal du secteur financier du Groupe de la Banque Mondiale

Les bases d'une finance numérique plus sûre

Par **Bilel Jamoussi**, Chef du Département des commissions d'études

Bureau de la normalisation des télécommunications de l'UIT

Les transformations que nous observons dans de nombreux domaines – de l'énergie et de la mobilité aux soins de santé, à l'agriculture et aux services financiers – reposent toutes sur les technologies numériques, ainsi que sur un éventail d'écosystèmes commerciaux associés. Toutes ces technologies et systèmes doivent être fiables, sécurisés et dignes de notre confiance.

L'[Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière \(FIGI\)](#) est un cadre de collaboration ouvert placé sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications (UIT), du Groupe de la Banque mondiale et du Comité sur le paiement et les infrastructures de marché (CPMI).

Notre partenariat rassemble les compétences pour accélérer l'inclusion financière numérique. Avec le soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates, nous avons réuni l'ensemble des parties prenantes appelées à bénéficier de ces compétences.

Le Groupe de la Banque mondiale et le CPMI ont aidé à acquérir une solide compréhension des considérations politiques entourant l'identité numérique et l'incitation à l'utilisation des paiements électroniques.

Les travaux de l'UIT se sont concentrés sur la sécurité, l'infrastructure et la confiance – des applications et des services financiers sécurisés, une infrastructure numérique fiable et la confiance qui en résulte pour le consommateur que notre argent et nos identités numériques sont en sécurité.



Toutes ces technologies et systèmes doivent être fiables, sécurisés et dignes de notre confiance. ”

Bilel Jamoussi

Chef du Département des commissions d'études, Bureau de la normalisation des télécommunications de l'UIT



Notre partenariat rassemble les compétences pour accélérer l'inclusion financière numérique. ”

Plus de secrets

Compte tenu de l'importance des violations de données, il est impératif de disposer d'une authentification forte et les discussions menées dans le secteur évoquent souvent le fait qu'"il n'y a plus de secrets".

Les nouvelles normes de l'UIT relatives au cadre d'authentification universelle (X.1277) et au protocole client-authentificateur (X.1278) contribuent à surmonter les limitations que présentent l'approche du "secret partagé" en matière de sécurité et qui constitue la base du modèle d'authentification nom d'utilisateur-mot de passe généralisé.

Les utilisateurs peuvent désormais s'authentifier localement sur leur appareil à l'aide de la biométrie: sur l'appareil, puis authentification de l'utilisateur en ligne avec le chiffrement par clé publique. Avec les nouvelles normes, les utilisateurs sont invités à s'authentifier localement sur leur appareil une seule fois seulement, et leurs données biométriques restent sur l'appareil. Ce modèle réduit ainsi les risques d'hameçonnage, les attaques par intercepteur et autres formes d'attaques ciblant les données d'identification des utilisateurs.

La participation de l'Initiative FIGI a contribué à l'intégration de ces spécifications, tout d'abord élaborées par l'Alliance FIDO (Fast Identity Online), dans le processus de normalisation de l'UIT pour stimuler leur adoption à l'échelle mondiale. Les options d'authentification compatibles avec les normes X.1277 et X.1278 sont désormais prises en charge par la plupart des appareils et navigateurs du marché.

Renforcement d'un espace protégé

Dans les pays en développement, les services financiers numériques sont souvent fournis en utilisant le système de signalisation N° 7 (SS7), un protocole réseau existant normalisé par l'UIT à la fin des années 70. Le système SS7 autorise l'interconnexion de tous les opérateurs de réseau et devrait a priori rester en service pendant plusieurs années encore.

Mais la sécurité n'a pas été prise en compte dans sa conception, car le système SS7 a été conçu comme un espace protégé. L'entrée sur le réseau SS7 était censée être hautement réglementée, seuls les opérateurs de réseau de confiance étant autorisés à y accéder. Mais les acteurs malveillants ont depuis trouvé divers moyens d'obtenir les clés, d'autant plus que certaines des hypothèses initiales de conception et de déploiement n'étaient plus valables avec l'introduction de la déréglementation, de la voix sur IP et des réseaux mobiles.

L'Initiative FIGI visait à sensibiliser aux failles de sécurité du SS7 et aux techniques d'atténuation y relatives. Les opérateurs de réseau, qui ont



Avec les nouvelles normes, les utilisateurs sont invités à s'authentifier localement sur leur appareil une seule fois seulement, et leurs données biométriques restent sur l'appareil.. ”



Les opérateurs de réseau, qui ont de plus en plus besoin de contrer ces failles, peuvent se tourner vers la nouvelle norme Q.3057 de l'UIT. ”

de plus en plus besoin de contrer ces failles, peuvent se tourner vers la nouvelle norme [Q.3057](#) de l'UIT, qui spécifie l'architecture et les exigences de signalisation pour l'interconnexion entre entités de réseau de confiance. Il s'agit d'une autre norme qui trouve ses origines dans les discussions suscitées par l'Initiative FIGI.

Connectivité fiable et largement disponible

La fiabilité et la disponibilité de la connectivité affectent aussi considérablement la confiance qui est placée dans les services financiers numériques. Les interruptions de réseau et échecs de transaction résultant de connexions révoquées peuvent saper la confiance des consommateurs et des commerçants dans les services financiers numériques.

Il convient de poursuivre les investissements dans les infrastructures numériques à mesure que le secteur adopte des critères significatifs et largement acceptés en matière de qualité de service. Les normes de l'UIT indiquent la voie à suivre pour mettre en place une infrastructure de réseau fiable et interopérable; elles fournissent une large gamme d'outils d'évaluation de la performance et de la qualité des services pris en charge sur cette infrastructure.

L'Initiative FIGI a mis en lumière la demande d'indicateurs de qualité de service spécifiques aux services financiers numériques. Grâce aux compétences de l'UIT, nous avons élaboré de nouvelles normes décrivant les principaux critères de qualité pour les services financiers numériques ([UIT G.1033](#)) et une méthodologie d'évaluation de la qualité de l'expérience utilisateur ([UIT P.1052](#)).

La sécurité le long de la chaîne de valeur

Chaque acteur du secteur participant à la fourniture des services financiers numériques est normalement concerné par les risques de sécurité. La sécurité est aussi forte que son maillon le plus faible et l'innovation dans la finance numérique continue d'augmenter la complexité de la chaîne de valeur sous-jacente.

Sécuriser la finance numérique nécessite des défenses coordonnées et adaptées à l'évolution des menaces de sécurité. Un rapport clé sur l'Initiative FIGI définit le cadre d'assurance de la sécurité qui est nécessaire à cette fin pour chaque acteur de la chaîne de valeur de la finance numérique.

Les bonnes pratiques suggérées par ce cadre pourraient constituer la base d'un écosystème commercial plus sûr. Elles reflètent les besoins de toutes les personnes concernées, des clients aux opérateurs de réseaux et aux prestataires de financement numérique, en passant par les prestataires tiers interfacés avec le système financier.



L'Initiative FIGI a mis en lumière la demande d'indicateurs de qualité de service propres aux services financiers numériques.



Le cadre d'assurance de la sécurité pour les services financiers numériques

Ce rapport fournit un aperçu des menaces de sécurité et des vulnérabilités auxquelles sont confrontés les fournisseurs de services financiers numériques.



Télécharger [ici](#).

Rejoignez-nous pour bâtir la confiance

Le nouveau [laboratoire de sécurité de l'UIT pour les services financiers numériques](#) (voir article suivant pour plus de précisions) propose des tests portant sur la sécurité des applications de paiement mobile prises en charge par les infrastructures de réseau existantes et de pointe. Il fournit incontestablement un soutien précieux aux régulateurs et aux acteurs du secteur, à la fois en apportant une plus grande cohérence à la protection des données personnelles et en assurant l'intégrité et la confidentialité de nos transactions.

D'autres [rapports FIGI](#) abordent des sujets tels que les mesures de sécurité sur la chaîne de blocs, les conséquences sur la vie privée de l'utilisation croissante de l'apprentissage automatique et les décisions de crédit automatisées basées sur d'autres données alternatives, telles que vos achats de crédits de communication et vos transactions financières sur mobile.

Les technologies numériques devraient devenir le principal facteur d'unification des systèmes bancaires dans le monde. Les progrès technologiques doivent cependant aller de pair avec une politique solide et des normes techniques interopérables. La transformation numérique de la finance ne pourra améliorer les conditions de vie de tout un chacun où qu'il se trouve qu'à cette condition.



Les progrès technologiques doivent cependant aller de pair avec une politique solide et des normes techniques interopérables.”



L'UIT accueille le nouveau laboratoire de sécurité pour les services financiers numériques

Un nouveau laboratoire de sécurité créé dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI) aidera les régulateurs et les innovateurs à garantir la sécurité et la résilience des applications financières et des infrastructures habilitantes.

L'Initiative FIGI appuie les réformes politiques au niveau national visant à favoriser l'inclusion financière et mène des travaux de recherche pour instaurer la confiance dans les services financiers numériques.

Le [laboratoire de sécurité pour les services financiers numériques](#) est un produit du Groupe de travail de l'Initiative FIGI sur la sécurité, l'infrastructure et la confiance.

Le laboratoire fournit une approche structurée des audits de sécurité pour les applications relatives aux services financiers numériques, en vue d'une plus grande cohérence dans la mise en œuvre des contrôles pour protéger les données personnelles de même que l'intégrité et la confidentialité des transactions financières..



Laboratoire de sécurité pour les services financiers numériques

Le laboratoire fournit des ressources pour assurer la sécurité et les tests sur les applications relatives aux services financiers numériques.



Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Quatre grands objectifs

Le laboratoire aidera le gouvernement et le secteur à évaluer la conformité aux bonnes pratiques établies en matière de sécurité des services financiers numériques, à établir une base de sécurité pour les applications relatives aux services financiers numériques et à adopter des technologies d'authentification interopérables. Il organisera également des stages intensifs pour les professionnels de la sécurité pour leur permettre d'échanger des connaissances et de se tenir au courant de l'évolution des risques de sécurité et des techniques d'atténuation relatives.

Le laboratoire fournira:

- des indications aux régulateurs sur l'évaluation de la sécurité relative aux infrastructures des services financiers numériques et la conduite d'audits de sécurité pour les applications relatives aux services financiers numériques;
- des mécanismes de partage d'informations sur les menaces;
- des guides d'application sur les normes internationales relatives à la sécurité des services financiers numériques;
- des évaluations de l'état de préparation en matière de cybersécurité tout au long de la chaîne de valeur des services financiers numériques.

Sécurité des services financiers numériques, de la 2G à la 5G

Les tests proposés par le laboratoire portent sur la sécurité des applications relatives aux services financiers numériques, qui fonctionnent sur des infrastructures de réseau actuelles et de pointe.

Les tests sur les applications relatives aux services financiers numériques, basés sur les données de services supplémentaires non structurées (USSD) et la boîte à outils SIM (STK), incluent:

- la simulation des attaques par intercepteur sur STK;
- l'évaluation de l'exposition vis-à-vis des attaques hertziennes binaires;
- l'évaluation des attaques d'exécution USSD à distance;
- l'évaluation du clone SIM.

Les tests sur les applications Android relatives aux services financiers numériques sont basés sur les 10 principaux risques liés au mobile depuis le projet ouvert concernant la sécurité des applications web (OWASP) et portent sur les éléments d'attaque suivants:

- l'utilisation inappropriée de la plate-forme;
- le stockage non sécurisé des données;
- la communication non sécurisée;
- l'authentification non sécurisée;
- la cryptographie insuffisante;
- l'altération des codes.



Entretiens vidéo FIGI

Écouter les participants du Colloque sur l'Initiative FIGI qui s'est tenu en ligne en 2021.





Online, Sept–Dec



50 ITU TELECOM
YEARS

SINCE 1971



ITU DIGITAL WORLD 2021

Building the digital world. Together.

From September to December 2021.
Online and open to all.

At ITU Digital World 2021, we believe in the power of technology to improve lives everywhere. We offer a platform for international and inter-sectoral collaboration to drive meaningful, inclusive and sustainable connectivity. We bring together the right stakeholders from government and industry, emerging and developing markets to share knowledge and innovations, explore the key trends in technology, strategy and policy, network, exhibit — and maximize the potential of the digital age for everyone, everywhere.

Be a part of it. Visit digitalworld@itu.int to find out more.



#ituworld
digital-world.itu.int

Restez au courant //

// Restez informés

// Tendances essentielles sur les TIC partout dans le monde //

// Réflexions de spécialistes éclairés des TIC //

// Informations les plus récentes sur les manifestations et initiatives de l'UIT //

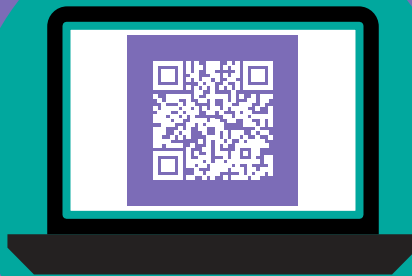
Inscrivez-vous:

**Actualités
hebdomadaires de l'UIT**



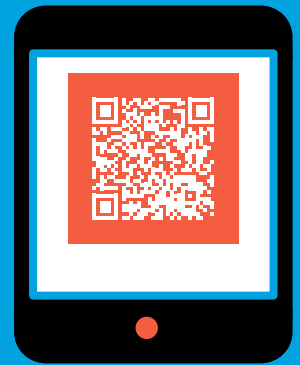
//
Chaque mardi
//

Articles de l'UIT



//
Blogs réguliers
//

**Magazine
ITU News**



//
Six numéros par an
//

Podcasts de l'UIT



//
Écoutez des podcasts
//

**Press releases and
media advisories**



//
Recevez les informations
les plus récentes
//

Rejoignez la communauté
en ligne de l'UIT sur votre
média préféré